



Conseil de sécurité

Soixante-dix-huitième année

9427^e séance

Jeudi 28 septembre 2023, à 10 heures
New York

Provisoire

Présidente : M^{me} Dautlari (Albanie)

Membres :

Brésil	M. França Danese
Chine	M. Dai Bing
Émirats arabes unis	M ^{me} Alhefeiti
Équateur	M. Montalvo Sosa
États-Unis d'Amérique	M ^{me} Thomas-Greenfield
Fédération de Russie	M. Polyanskiy
France	M. de Rivière
Gabon	M. Biang
Ghana	M. Agyeman
Japon	M ^{me} Shino
Malte	M ^{me} Gatt
Mozambique	M. Afonso
Suisse	M. Hauri
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Kariuki

Ordre du jour

La situation concernant la République démocratique du Congo

Rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (S/2023/691)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0601 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 10 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation concernant la République démocratique du Congo

Rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (S/2023/691)

La Présidente (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentants de la République démocratique du Congo et du Rwanda à participer à la présente séance.

Au nom du Conseil, je souhaite la bienvenue à S. E. M. Christophe Lutundula Apala Pen'apala, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la République démocratique du Congo.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnes suivantes, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M^{me} Bintou Keita, Représentante spéciale du Secrétaire général pour la République démocratique du Congo et Cheffe de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo ; et M^{me} Anny Tengamendite Modi, Directrice exécutive et cofondatrice d'AFIA MAMA.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2023/691, qui contient le rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo.

À la présente séance, le Conseil de sécurité entendra des exposés de M^{me} Keita, de M^{me} Modi et de l'Ambassadeur Michel Xavier Biang, Représentant permanent du Gabon, en sa qualité de Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Keita.

M^{me} Keita : Qu'il me soit permis tout d'abord d'adresser mes remerciements au Conseil pour cette opportunité de présenter le rapport du Secrétaire général sur la situation en République démocratique du Congo

(S/2023/691). Je salue également la présence du Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères et de la Francophonie de la République démocratique du Congo, du Représentant permanent du Rwanda et de M^{me} Anny Modi, Directrice exécutive et cofondatrice d'AFIA MAMA.

Depuis ma dernière intervention (voir S/PV.9298), l'insécurité continue de gangrener l'est de la République démocratique du Congo. La situation demeure volatile et requiert toujours des efforts continus de protection des civils. En effet, la crise du Mouvement du 23 mars (M23) continue de nourrir la frustration et la colère de la population et d'alimenter des tensions entre la République démocratique du Congo et le Rwanda.

Au Nord-Kivu, la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) a continué à dissuader les attaques des Forces démocratiques alliées (ADF) entre Beni, Eringeti et Bwana Sura. Dans la zone sud de la province, le cessez-le-feu entre les forces armées congolaises et le M23 a été globalement respecté, mais les combats entre le M23 et les groupes armés ralliés au Gouvernement se sont intensifiés. Le M23 contrôle toujours des points de communication stratégiques dans les territoires de Masisi, Rutshuru et Nyiragongo, a même réoccupé des zones précédemment libérées, et ne remplit aucune des obligations agréées dans la feuille de route de Luanda.

Le M23 a notamment bloqué les missions de la MONUSCO à Rumangabo, dans le territoire de Rutshuru, destinées à préparer le site identifié pour son précantonnement. Je déplore cette obstruction et renouvelle mon appel au M23 à déposer les armes et à se retirer sans délai des territoires occupés, et aux signataires de la feuille de route de Luanda à appuyer pleinement ce processus.

En Ituri, l'insécurité est toujours à un niveau dramatique, alimentée principalement par les milices Coopérative pour le développement du Congo et Zaïre et par le groupe ADF. Djugu et Irumu y sont les principaux foyers d'insécurité. La MONUSCO y a repoussé de multiples attaques contre les civils. La coordination des opérations contre les groupes armés a aussi été renforcée avec la mise en service, en juillet dernier, du nouveau Centre de coordination des opérations mixtes de la MONUSCO et des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) à Bunia.

Au Sud-Kivu, malgré des progrès notables, des poches d'insécurité persistent. La situation sécuritaire de

la province continue de nécessiter la protection physique par la MONUSCO de plus de 2 000 personnes déplacées à Mikenge, dans le territoire de Mwenga. Des efforts politiques ont également été déployés pour désamorcer des tensions communautaires dans la plaine de la Ruzizi, dans les hauts plateaux d'Uvira et le territoire de Fizi.

(l'oratrice poursuit en anglais)

Tous les problèmes de sécurité que j'ai mentionnés, en particulier en Ituri et au Nord-Kivu, continuent d'alimenter une situation humanitaire dramatique dans les provinces de l'est de la République démocratique du Congo. Au moment même où je parle, plus de 6 millions de personnes sont toujours déplacées en Ituri, au Nord-Kivu et au Sud-Kivu. Je salue la prolongation jusqu'à la fin de l'année de l'intensification de l'aide humanitaire en faveur de ces populations et j'appelle les donateurs à continuer de soutenir le plan de réponse humanitaire, qui reste sous-financé. Dans ce contexte et en collaboration avec les autorités congolaises et les forces de sécurité, la MONUSCO a contribué à assurer la sécurité des personnes déplacées et à établir plusieurs couloirs humanitaires.

La crise humanitaire s'accompagne d'une autre crise : la violence sexuelle et fondée sur le genre. Plus de 10 000 personnes ayant survécu à des violences fondées sur le genre au Nord-Kivu, au Sud-Kivu et en Ituri ont demandé de l'aide au cours des seuls mois de juin et juillet. Hormis ces chiffres officiels, de nombreuses autres personnes ne peuvent se rendre dans les centres de traitement. Face au risque élevé de violence sexuelle dans les sites de déplacement, la Mission a renforcé les patrouilles conjointes qu'elle mène avec les forces armées congolaises. Les autorités congolaises ont, pour leur part, fermé de nombreuses maisons closes au Nord-Kivu. Ces efforts doivent être maintenus et intensifiés pour protéger les femmes et les filles contre les violations alimentées par le conflit. L'impunité pour ces crimes ne doit pas être permise.

La réponse humanitaire et les efforts sur le plan de la sécurité sont essentiels, mais les conflits dans l'est de la République démocratique du Congo nécessitent également des solutions politiques et régionales concertées. À cette fin, les processus de paix se sont poursuivis au cours des derniers mois, même s'ils ont marqué le pas. La MONUSCO est déterminée à soutenir les processus politiques régionaux, qui offrent les seules solutions crédibles aux conflits actuels.

Je juge encourageante la visite de l'ancien Président Kenyatta, facilitateur du processus de Nairobi, à Goma

au début du mois de juillet. S'appuyant sur la dynamique du cessez-le-feu entre les FARDC et le M23, les mesures de confiance qu'il a recommandées pour faire avancer la mise en œuvre de la feuille de route de Luanda et les recommandations du troisième cycle de consultations politiques entre le Gouvernement de la République démocratique du Congo et les groupes armés congolais doivent être appliquées.

Parallèlement, le mandat de la force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est a été prolongé de trois mois et la Communauté de développement de l'Afrique australe a confirmé son intention de déployer une mission de paix dans l'est de la République démocratique du Congo. Les organisations régionales restent mobilisées pour faire face au conflit persistant dans l'est de la République démocratique du Congo. Nous devons encourager les acteurs régionaux à soutenir activement les processus de Nairobi et de Luanda et à veiller à ce que leurs déploiements bilatéraux et autres contribuent à renforcer la protection des civils, tout en coordonnant leurs opérations avec la MONUSCO.

(l'oratrice reprend en français)

Les efforts régionaux ne pourront atteindre leurs objectifs que si, en parallèle, des réformes essentielles du secteur de la sécurité congolais sont adoptées, financées et mises en œuvre. La décision du Gouvernement de recruter 13 000 policiers en prélude aux élections devrait également leur permettre de jouer un rôle de premier plan dans l'extension de l'autorité de l'État et le renforcement de l'état de droit. J'encourage les autorités congolaises à accélérer l'ensemble des réformes du secteur de la sécurité, y compris sa féminisation, pour permettre à l'armée et à la police congolaises de répondre efficacement aux défis de l'insécurité sous toutes ses formes.

De la même manière, la mise en œuvre du Programme de désarmement, de démobilisation, de relèvement communautaire et de stabilisation est une condition essentielle de la stabilisation. Trois plans opérationnels du Programme ont été adoptés pour l'Ituri, le Nord-Kivu et le Sud-Kivu. Il s'agit d'une étape importante pour mobiliser les moyens opérationnels et financiers nécessaires à sa réalisation. J'encourage également le Gouvernement à garantir que le Programme reste un programme attractif visant à encourager les combattants à déposer les armes.

Alors que la République démocratique du Congo fait toujours face à des défis sécuritaires dans l'est, le pays entre dans les dernières étapes des préparatifs pour les élections générales de décembre 2023. Des élections de

qualité sont essentielles pour pérenniser les acquis démocratiques du pays, sa stabilité institutionnelle et renforcer les fondations d'une paix durable en République démocratique du Congo. Je note les efforts déployés par les autorités congolaises et la Commission électorale nationale indépendante (CENI) pour tenir son calendrier dans les délais constitutionnels. Le rejet de toute proposition des forces politiques d'opposition et de la société civile pour résorber la crise de confiance est cependant inquiétant. Dans ce contexte, il est également important pour le Gouvernement de s'assurer que l'espace démocratique soit protégé, que la liberté d'expression et la liberté de la presse soient garanties et que les droits de l'homme soient respectés. Je constate l'amélioration significative de la liberté de circulation des leaders d'opposition dans tout le pays depuis deux mois et l'engagement des autorités à assurer leur sécurité. Cette posture doit être maintenue sur toute la durée du processus. À cet égard, j'encourage tous les partis politiques à lutter sans concession contre les discours de haine et de discrimination en leur sein.

Je déplore et condamne les diverses attaques et intimidations qui nuisent à la participation des femmes aux scrutins. Dans ce contexte, je salue le courage des femmes candidates mais regrette que leurs candidatures ne soient en augmentation que de 6 % par rapport aux législatives de 2018, soit un total de 17 % des candidatures cette année contre 11 % en 2018. Les autorités congolaises, la CENI, la MONUSCO et les organismes des Nations Unies, soutenus par différents partenaires, ont contribué à sensibiliser et encourager ces candidatures féminines. De nombreux ateliers visant à accroître la participation des femmes aux processus politiques ont été organisés par la MONUSCO à Kinshasa, au Nord-Kivu, au Sud-Kivu et en Ituri pour les soutenir.

La MONUSCO, de concert avec les organismes, fonds et programmes des Nations Unies comme le Programme des Nations Unies pour le développement et l'UNESCO, soutient activement la police nationale congolaise pour la sécurisation des élections, via des formations pour la prévention de la violence électorale, la gestion des foules et le respect des droits de l'homme. Nous encourageons les autorités congolaises à opérationnaliser urgemment les cadres institutionnels qui permettront une gestion efficace et responsable de l'ordre public pendant la période électorale. La MONUSCO reste disponible pour un appui logistique à la CENI dans les trois provinces où elle est encore déployée, conformément à son mandat.

(l'oratrice poursuit en anglais)

Je tiens à souligner qu'il importe d'assurer un environnement propice à l'exécution efficace du mandat de la MONUSCO et à son retrait responsable de la République démocratique du Congo. Malheureusement, la Mission continue d'être la cible de campagnes de désinformation et de désinformation, ainsi que de menaces et d'attaques. Je déplore le meurtre de civils par les forces de sécurité nationales, le 30 août à Goma. J'espère que les procès en cours rendront justice aux familles endeuillées des victimes, dont un policier, et qu'ils permettront de faire la lumière sur les circonstances entourant cet événement tragique.

Comme les membres du Conseil le savent, le départ progressif de la MONUSCO de la République démocratique du Congo se prépare depuis un certain temps. À l'occasion de son allocution devant l'Assemblée générale, le Président Tshisekedi a appelé à l'accélération du processus afin que le retrait débute en décembre 2023. Avec cette demande à l'esprit, j'appelle le Conseil à exprimer clairement sa position concernant les recommandations énoncées dans le rapport du Secrétaire général du 2 août (S/2023/574) sur l'avenir de la MONUSCO.

Le 15 septembre, les autorités congolaises ont approuvé le plan de transition révisé de la MONUSCO, une étape importante pour accélérer le départ de la Mission, tout en veillant à ce que le processus soit mené de manière progressive et responsable. Nous allons maintenant travailler conjointement avec les autorités congolaises à la mise en œuvre de ce plan, tout en continuant à remplir le mandat confié à la Mission par le Conseil.

(l'oratrice reprend en français)

En conclusion, je tiens à nouveau à remercier tous les pays fournisseurs de contingents et d'unités de police et leurs personnels, et ainsi que les personnels civils nationaux et internationaux, pour leur précieux soutien dans la mise en œuvre du mandat de la MONUSCO.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} Keita de son exposé.

Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur Biang.

M. Biang (Gabon) : J'ai l'honneur de prendre la parole en ma qualité de Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo. Je me propose de donner un aperçu des travaux du Comité depuis mon dernier exposé au Conseil, le 30 septembre 2022 (voir S/PV.9142).

Depuis mon dernier exposé, le Comité a tenu deux consultations au cours du restant de l'année 2022 et cinq consultations depuis le début de l'année 2023. Lors de la réunion du 9 décembre 2022, le Comité a entendu un exposé de la Coordinnatrice du Groupe d'experts sur le rapport à mi-parcours du Groupe, publié sous la cote S/2022/967, et a examiné les conclusions et recommandations y figurant. Lors de la réunion du 22 décembre 2022, le Comité a examiné le rapport de son président sur le déplacement qu'il a effectué en République démocratique du Congo, au Rwanda et en Ouganda du 7 au 18 novembre. Par ailleurs, le Comité a tenu trois consultations informelles à la Mission permanente du Gabon à la fin de l'année 2022.

Le 2 novembre 2022, les délégations ont reçu des informations du Secrétariat en prévision de la visite du Président en République démocratique du Congo, au Rwanda et en Ouganda. Le 4 novembre et le 7 décembre 2022, les membres du Comité ont rencontré le haut-responsable du mécanisme de suivi de la République démocratique du Congo, M. Robert Petit. Je tiens à réaffirmer que le Comité continue d'appuyer le mécanisme, qui prêle son concours aux autorités de la République démocratique du Congo dans le cadre des enquêtes menées sur le meurtre dont ont été victimes, en mars 2017, deux anciens membres du Groupe d'experts, Zaida Catalán et Michael Sharp, et les quatre Congolais qui les accompagnaient.

Je vais maintenant dire quelques mots sur les consultations qui se sont tenues en 2023. Lors de la réunion du 6 décembre avec les États de la région et d'autres États intéressés, la Coordinnatrice du Groupe d'experts a présenté les principales conclusions et recommandations figurant dans le rapport à mi-parcours, à la suite de quoi des membres du Comité et des représentants des États de la région ont fait part des observations que leur inspirait ce rapport. Lors de la réunion du 9 mai, le Comité a entendu un exposé des représentants de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, en l'occurrence des membres du Centre d'analyse conjointe de la Mission, de la cellule chargée de l'embargo sur les armes et du Service de la lutte antimines ainsi que le Conseiller principal pour les ressources naturelles.

Lors de la réunion du 19 mai, le Comité a entendu un exposé de la Coordinnatrice du Groupe d'experts concernant le rapport final du Groupe, publié sous la cote S/2023/431, et le Comité a examiné les conclusions et les recommandations y figurant. Lors de la réunion tenue le 19 juillet avec les États de la région et d'autres

États intéressés, la Coordinnatrice du Groupe d'experts a présenté les principales conclusions et recommandations figurant dans le rapport, à la suite de quoi les membres du Comité et les représentants des États de la région ont fait part de leurs observations sur ledit rapport.

Lors de la réunion du 8 septembre, le Comité a entendu un exposé de la Coordinnatrice du Groupe d'experts sur le programme de travail du Groupe dans le cadre du mandat s'achevant le 1^{er} août 2024, conformément à la résolution 2688 (2023), adoptée le 27 juin 2023. En outre, les membres du Comité ont rencontré le haut-responsable du mécanisme de suivi de la République démocratique du Congo, M. Robert Petit, dans le cadre de trois consultations informelles à la Mission permanente du Gabon, le 17 avril, le 27 juin et le 14 septembre 2023.

Conformément au paragraphe 104 de l'annexe à la note du Président du Conseil de sécurité figurant dans le document publié sous la cote S/2017/507, le Comité a publié sept communiqués de presse résumant brièvement la teneur des consultations tenues respectivement les 9 et 22 décembre 2022, et le 16 février, les 9 et 19 mai ainsi que le 19 juillet et le 8 septembre 2023.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie l'Ambassadeur Biang de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Modi.

M^{me} Modi : Au nom de la femme congolaise, je tiens à remercier les membres du Conseil pour l'attention portée en moi en vue de présenter la situation des violences sexuelles liées aux conflits. Je tiens ici à saluer la présence du Ministre des affaires étrangères de mon pays ainsi que M^{me} Bintou Keita, Représentante spéciale du Secrétaire général.

La République démocratique du Congo a souscrit à bon nombre d'instruments juridiques internationaux, dont les résolutions 1325 (2000) et 2250 (2015). Ma présentation porte sur les points suivants : la situation des violences sexuelles liées aux conflits ; l'importance de la participation des femmes et jeunes filles dans les efforts de consolidation de paix ; et quelques recommandations.

S'agissant de la situation des violences sexuelles liées aux conflits, la République démocratique du Congo est un pays exceptionnellement riche en potentiel humain et en ressources naturelles essentielles aux objectifs mondiaux en matière des changements climatiques et à l'avenir de la transition énergétique. Cependant, depuis maintenant près de trois décennies, le pays est touché par plusieurs conflits armés internes, des agressions des

groupes armés soutenus par des pays voisins ainsi que par des catastrophes naturelles qui ont provoqué l'une des crises humanitaires les plus graves d'Afrique.

Trois provinces de l'est de la République démocratique du Congo – dont l'Ituri, le Nord-Kivu et le Sud-Kivu – sont confrontées à des niveaux de besoins extrêmes en raison des déplacements de personnes. Dans tous ces contextes, des cas de violences sexuelles contre les femmes et les filles sont signalés. Je note que ces actes ne sont pas commis que dans les zones occupées par des groupes armés rebelles, mais presque partout. C'est le cas notamment de Tongo dans le territoire de Rutshuru, ainsi que des camps situés dans les parages de Goma, qui abritent des déplacés de guerre.

Je souhaite attirer également l'attention du Conseil sur les conflits intercommunautaires dans les provinces du Tanganyika, de la Tshopo et du Maï-Ndombe, qui ont créé des déplacements de population, engendrant ainsi des besoins humanitaires considérables, tandis que des cas de violence sexuelle sont signalés. Or, dans ces zones, le mécanisme de réponse humanitaire est insuffisant et il manque une prise en charge holistique des victimes et survivantes des violences sexuelles. Dans un contexte marqué par une telle ampleur des besoins, les femmes et les filles déplacées sont exposées à l'exploitation, à la violence et aux atteintes sexuelles, avec des impacts considérables en termes tant de protection que de santé, notamment des grossesses précoces et non désirées et une recrudescence des maladies sexuellement transmissibles et autres. Le sous-groupe de la violence fondée sur le genre a rapporté 35 000 cas de violence sexuelle entre janvier et juin de cette année. En pleine résurgence de la violence fondée sur le genre, y compris conjugale, les auteurs jouissent d'une impunité due à la difficulté d'accéder à la justice.

Je ne saurais clôturer ce point sans noter que la République démocratique du Congo a pris des dispositions utiles sur le plan normatif pour assurer l'accès à la justice et l'application du principe de responsabilité pour les cas de violence sexuelle liée aux conflits, dont l'adoption de la loi y relative, la création d'un fonds national de réparation pour les victimes et le recrutement de nouveaux magistrats. Cependant, la concrétisation de cette bonne volonté politique exige également certains ajouts, au rang desquels figurent les infrastructures de prise en charge juridique et judiciaire des survivantes et victimes de violence sexuelle liée aux conflits, de même que l'affectation des magistrats dans les zones reculées afin de rapprocher la justice des justiciables.

En ce qui concerne mon deuxième point, relatif à l'importance de la participation des femmes et des jeunes filles aux efforts de consolidation de la paix, la priorité absolue pour les femmes et les filles est la paix, la sécurité et les solutions durables. Il est nécessaire de renforcer les initiatives menées par des femmes pour s'attaquer aux causes profondes du conflit et de renforcer la collaboration entre les acteurs humanitaires, de paix et de développement, en appliquant la résolution 1325 (2000). La femme congolaise a besoin d'un pays pacifique et mérite la paix, la possibilité de retourner chez elle et le soutien nécessaire pour rétablir ses moyens de subsistance afin de pouvoir subvenir à ses besoins.

À cet égard, j'ai quelques recommandations à faire aux organismes des Nations Unies. Ils devraient appuyer les programmes de sensibilisation des ex-combattants sur la masculinité positive ; faciliter l'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement ; appuyer la construction de centres intégrés multifonctionnels supplémentaires ; soutenir l'apprentissage des métiers ; renforcer les initiatives des femmes dans la participation significative aux processus de paix de Nairobi et de Luanda.

Les bailleurs de fonds devraient pour leur part financer des programmes de prévention en impliquant les hommes et les garçons dans la lutte contre la violence fondée sur le genre en situation d'urgence ; soutenir des approches programmatiques intégrées ; rendre la localisation des financements effective pour les organisations de femmes ; augmenter l'appui à la réponse humanitaire en République démocratique du Congo.

J'appelle les membres du Conseil de sécurité à s'assurer que la résolution 1820 (2008) soit effectivement appliquée.

Je préconise au Gouvernement de la République démocratique du Congo de garantir le bon fonctionnement du fonds national de réparation pour les victimes de la violence sexuelle liée aux conflits ; de renforcer de toute urgence la gestion et la sécurité des camps de déplacés ; de promouvoir la participation et le leadership des femmes dans les initiatives de redressement et de stabilisation communautaires ; de poursuivre son programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation pour la prise en charge des groupes armés au niveau local ; de poursuivre les auteurs présumés d'actes de violence sexuelle liée aux conflits ; d'intensifier ses efforts de sécurité nationale pour la protection des civils en général et particulièrement des femmes et des filles dans les zones de conflit et dans tout le pays en prévision du départ de la Mission de l'Organisation des Nations

Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo ; d'assurer la disponibilité des médicaments dans des hôpitaux de référence pour une prise en charge sanitaire appropriée, y compris l'accès à l'avortement sécurisé, conformément au Protocole de Maputo ; de garantir, pendant cette période préélectorale tendue, des élections libres, démocratiques et transparentes, dans le respect de la liberté d'expression, qui demeure un droit fondamental et constitutionnel, comme celui de garantir un procès équitable pour une justice de qualité.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} Modi de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. de Rivière (France) : Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général, le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo, ainsi que M^{me} Modi, pour leurs présentations. Je salue la présence parmi nous du Ministre des affaires étrangères de la République démocratique du Congo et du Représentant permanent du Rwanda. Je reviendrai sur trois points.

Tout d'abord, nous devons collectivement répondre aux attentes des Congolais sur le retrait de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) et nous montrer à la hauteur de cet enjeu. La France salue les orientations contenues dans le rapport sur les options de retrait de la MONUSCO remis début août par le Secrétaire général (S/2023/574). Elles vont dans le bon sens, en dessinant les contours d'un retrait progressif et responsable, tenant compte de la réalité de la situation sur le terrain et de l'intérêt des populations civiles. La France salue l'expression par les autorités congolaises, en des termes clairs, de leur souhait de voir ce retrait engagé sans tarder. Nous souhaitons que le Conseil de sécurité prenne pleinement en compte les demandes concrètes et réalistes des autorités congolaises.

Le retrait ordonné que nous appelons de nos vœux devra être le fruit de la collaboration étroite entre les autorités congolaises et la MONUSCO, sous les auspices du Conseil de sécurité. Les autorités congolaises ont un rôle central à jouer dans ce processus, au terme duquel elles prendront totalement à leur charge la sécurité de l'ensemble du peuple congolais. La France est dès maintenant prête à accompagner la République démocratique du Congo et la MONUSCO dans cet effort. Elle continue

à apporter son soutien à la Mission, qui doit bénéficier, jusqu'à son retrait, des capacités nécessaires à l'exécution de son mandat. C'est pourquoi la France va proposer aux membres du Conseil l'adoption d'une déclaration de la présidence afin de préparer les prochaines échéances. Nous espérons que ce texte pourra être adopté rapidement.

Deuxièmement, les responsabilités de ceux qui alimentent la guerre et l'instabilité dans l'est de la République démocratique du Congo doivent être engagées. La France reste préoccupée par l'accroissement des tensions dans l'est du pays. Elle condamne le maintien du Mouvement du 23 mars (M23) sur les positions qu'il a conquises dans l'est de la République démocratique du Congo et appelle le groupe à s'en retirer et à prendre part au processus de cantonnement.

La France est préoccupée par le soutien militaire du Rwanda au M23 et par la présence persistante de soldats rwandais sur le territoire congolais. Ce soutien et cette présence, que nous condamnons, doivent cesser. De la même manière, le soutien apporté par certains membres des forces armées congolaises à des groupes armés tels que les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), attesté par le Groupe d'experts et que nous condamnons également, doit prendre fin. Des engagements ont été pris dans le cadre des processus régionaux de Luanda et de Nairobi. Ils doivent être mis en œuvre sans délai.

La France condamne les multiples exactions commises par les groupes armés. Les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire ne peuvent rester impunies. Nous ne pouvons pas non plus accepter que le cessez-le-feu entré en vigueur en mars dernier soit mis en péril. C'est pourquoi, conjointement avec les États-Unis et le Royaume-Uni, nous avons hier proposé la désignation, dans le cadre du régime de sanctions visant la République démocratique du Congo, de deux responsables militaires du M23 et des FDLR. La France appelle par ailleurs à traduire en justice les auteurs de ces crimes. La décision du Procureur de la Cour pénale internationale d'examiner les faits commis au Nord-Kivu, en réponse à la demande des autorités de la République démocratique du Congo, est un signal important pour la lutte contre l'impunité. Les violences, d'où qu'elles viennent, doivent plus que jamais être proscrites.

La France condamne également les discours de haine ciblant certaines communautés, notamment tutsies, en particulier ceux venant d'acteurs institutionnels.

Enfin, et c'est mon dernier point, en cette période cruciale pour l'avenir de la République démocratique du Congo, nous appelons toutes les parties à la retenue pour permettre la tenue d'élections pacifiques, inclusives et transparentes. La France encourage un processus électoral fondé sur le dialogue entre toutes les parties prenantes et qui réponde aux aspirations des Congolais. Elle encourage la Commission électorale nationale indépendante et les acteurs politiques et de la société civile à redoubler d'efforts pour permettre le bon déroulement de ces élections dans un esprit de consensus. La France appelle les parties prenantes à promouvoir l'inclusion et à condamner les actes et propos haineux. Le respect des libertés publiques constitue un élément déterminant d'un processus électoral équitable et d'un scrutin apaisé.

M. França Danese (Brésil) (*parle en anglais*) : Je salue la participation à la présente séance de la délégation congolaise, conduite par le Ministre des affaires étrangères de la République démocratique du Congo, et de la délégation rwandaise. Je remercie la Représentante spéciale Bintou Keita et l'Ambassadeur Michel Biang de leurs exposés. Je remercie également la représentante de la société civile, M^{me} Anny Modi, des informations importantes qu'elle a fournies sur la situation en République démocratique du Congo et les problèmes qui se posent dans ce pays.

À cet égard, nous renouvelons tout d'abord notre appel à tous les groupes armés pour qu'ils déposent les armes et pour que cesse tout appui extérieur aux groupes armés illégaux. Une paix durable ne pourra être instaurée en République démocratique du Congo que lorsque sa population ne sera plus soumise aux violences, aux massacres et aux déplacements forcés. Cela doit être une priorité, non seulement pour le Gouvernement de la République démocratique du Congo, mais aussi pour tous ses voisins.

Si nous nous félicitons de l'instauration d'un cessez-le-feu entre le Gouvernement et le Mouvement du 23 mars, nous sommes préoccupés par la poursuite des combats entre les groupes armés, notamment dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri. Nous sommes vivement préoccupés par le nombre croissant de personnes déplacées et par la multiplication des cas de violence sexuelle liés au conflit, comme l'indique le Secrétaire général dans son dernier rapport (S/2023/691). La transition de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) et le retrait prochain de la Mission doivent s'effectuer en tenant compte de ce contexte difficile. La protection des civils,

élément central du mandat de la MONUSCO, doit être assurée en premier lieu par le Gouvernement congolais après le retrait de la Mission. Cette tâche doit également être une priorité pour les forces régionales qui interviennent sur le terrain, comme la force régionale de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), ou qui pourraient être déployées à l'avenir, comme la force de la Communauté de développement de l'Afrique australe. À cet égard, le Brésil remercie une nouvelle fois le Secrétaire général de la CAE de l'exposé qu'il a présenté le 26 septembre.

Le Brésil a conscience qu'une mission ne peut et ne doit pas durer éternellement. Néanmoins, le retrait de la MONUSCO doit se faire de manière responsable, en évitant le risque de créer des vides sécuritaires et des luttes de pouvoir qui aboutiront à des violences et à des violations des droits humains contre la population. La transition doit être soigneusement coordonnée avec les autorités nationales et locales, les pays voisins, les forces régionales et les autres forces extérieures présentes en République démocratique du Congo. Le rôle de l'équipe de pays des Nations Unies doit être renforcé.

La sécurité du personnel des Nations Unies au cours du processus de transition doit également être une priorité pour le Gouvernement congolais. Nous condamnons les actes commis contre le personnel de la MONUSCO et regrettons que des civils aient perdu la vie lors des manifestations récurrentes contre la Mission. En outre, nous insistons tout particulièrement sur l'importance de la communication stratégique dans le cadre du mandat de la Mission afin d'éviter que de telles attaques ne se reproduisent. Je saisis cette occasion pour exprimer notre reconnaissance pour le travail accompli par le personnel brésilien qui sert au sein de la MONUSCO.

S'agissant du régime de sanctions concernant la République démocratique du Congo, le Brésil réaffirme son appui aux travaux menés par le Groupe d'experts et au plan de travail établi pour son mandat actuel. Le Brésil espère que le processus électoral en République démocratique du Congo, qui doit s'achever en décembre, permettra de renforcer la stabilisation politique et d'améliorer les conditions de sécurité dans le pays.

M^{me} Alhefeiti (Émirats arabes unis) (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord remercier M^{me} Bintou Keita, Représentante spéciale du Secrétaire général, de ses efforts et de ceux de son équipe, et nous lui sommes reconnaissants de l'exposé très utile qu'elle nous a présenté. Je remercie également l'Ambassadeur Biang de son exposé détaillé. Nous avons aussi écouté attentivement la déclaration de M^{me} Anny Modi. Je salue la participation à

cette séance de M. Lutundula Apala Pen'apala, Ministre des affaires étrangères de la République démocratique du Congo, et du représentant du Rwanda.

Les Émirats arabes unis notent avec satisfaction que le Gouvernement de la République démocratique du Congo a réaffirmé son engagement à organiser les élections comme prévu d'ici la fin de l'année, et se félicitent de la récente publication de la liste des candidats par la Commission électorale nationale indépendante ainsi que des invitations adressées aux observateurs électoraux régionaux et internationaux, de même qu'aux organismes compétents des Nations Unies. Nous encourageons la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), en tant que partenaire clef de ce processus, à continuer d'apporter le soutien nécessaire à cet égard, conformément aux priorités de la République démocratique du Congo et au mandat de la Mission.

Au cours de la période à venir, il sera important que la MONUSCO continue de faciliter une participation politique inclusive au processus électoral, notamment en promouvant la participation pleine et véritable des femmes, afin de garantir l'efficacité de ces efforts. Comme l'indique le Secrétaire général dans son rapport (S/2023/691), les ateliers organisés par la MONUSCO ces derniers mois à Bunia et au Sud-Kivu ont contribué à accroître le nombre de candidates à des fonctions politiques. Nous espérons vivement que ces progrès importants seront renforcés. Nous espérons également que, dans le cadre des tâches qui lui ont été confiées, la Mission concentrera ses efforts sur la promotion de la tolérance et de la coexistence pacifique entre les communautés, ainsi que sur la lutte contre les discours de haine, conformément à la résolution 2686 (2023) sur la tolérance et la paix et la sécurité internationales. Cette approche préventive est indispensable pour renforcer la sécurité et la stabilité à long terme et empêcher l'aggravation des conflits.

Nous demeurons préoccupés par l'insécurité qui règne dans l'est du pays, en raison de la persistance des activités des groupes armés. Nous insistons sur le fait que le Mouvement du 23 mars (M23) doit respecter le cessez-le-feu. En outre, nous appelons une nouvelle fois le M23 et tous les autres groupes armés à déposer les armes et à cesser les hostilités, que nous condamnons, et à le faire de manière permanente et sans condition. Nous estimons qu'à l'avenir, il faudra adopter une approche globale pour lutter contre l'insécurité dans le pays et protéger les communautés, tout en accordant une attention particulière à la situation des femmes et des filles et en assurant

leur protection. Tous les groupes armés doivent respecter le droit international humanitaire et mettre fin à toutes les formes de violence contre les civils.

Compte tenu des ramifications régionales du conflit dans l'est de la République démocratique du Congo, nous soulignons que le règlement des différends et l'apaisement des tensions dans la région passent par un processus de paix inclusif, mené par l'Afrique, qui repose essentiellement sur le dialogue et une coopération constructive entre les partenaires locaux, régionaux et internationaux. Par conséquent, nous pensons que les efforts de médiation régionaux en cours méritent d'être salués et soutenus, et nous espérons que les sommets et les réunions qui ont été organisés récemment dans la région permettront de créer l'élan nécessaire à la consolidation de la sécurité et de la stabilité. Cela nécessite l'intégration de toutes ces initiatives, tout en travaillant en étroite coordination avec le Gouvernement congolais, afin d'en garantir le succès.

En ce qui concerne l'avenir de la MONUSCO, nous remercions le Secrétaire général de ses recommandations en la matière, dont nous espérons pouvoir discuter dans un esprit constructif au Conseil dans les semaines à venir. S'agissant de la demande du Gouvernement de la République démocratique du Congo d'accélérer le processus de retrait de la MONUSCO, qui a également été mentionnée par le Président Tshisekedi Tshilombo dans son allocution à l'Assemblée générale la semaine dernière, nous soulignons qu'il convient de tenir compte des vues de l'État hôte dans nos délibérations et de garantir la poursuite du dialogue et de la communication entre le Gouvernement et la MONUSCO, tout en plaçant les aspirations et les attentes du peuple congolais au centre des discussions sur l'avenir de la MONUSCO.

Enfin, les Émirats arabes unis exhortent les organismes compétents des Nations Unies à continuer de coopérer avec les autorités nationales pour améliorer la situation humanitaire désastreuse en République démocratique du Congo. Cela est particulièrement important pour les enfants, dont près d'un million souffrent de malnutrition aiguë, ainsi que pour les enfants déplacés et vivant dans des conditions difficiles. La fermeture de plus d'un millier d'écoles est inacceptable. Nous devons protéger l'avenir de cette génération et lui donner les moyens de se prendre en main, car un jour elle dirigera le pays. Nous tenons à souligner que pour relever tous ces défis de manière durable, il est nécessaire de réaliser des progrès tangibles sur les volets politique et de sécurité afin que la stabilité et la prospérité puissent prévaloir en République démocratique du Congo.

M. Polyanskiy (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions de leurs exposés la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Bintou Keita, et le Représentant permanent du Gabon, en sa qualité de Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo. Nous avons écouté attentivement l'exposé de M^{me} Modi. Nous saluons la participation à la présente séance du Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la République démocratique du Congo et du Représentant permanent du Rwanda auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Nous constatons avec regret que, malgré les mesures prises et le maintien d'un cessez-le-feu entre les forces gouvernementales congolaises et le Mouvement du 23 mars (M23), la situation dans l'est de la République démocratique du Congo reste extrêmement difficile. Nous condamnons les activités criminelles du mouvement islamiste des Forces démocratiques alliées et des autres groupes armés illégaux opérant sur le territoire de la République démocratique du Congo, notamment la Coopérative pour le développement du Congo, la Résistance pour un État de droit au Burundi, les Maï-Maï et les Forces démocratiques de libération du Rwanda. Nous les appelons à renoncer à la violence, à déposer les armes et à participer sans conditions préalables au programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration. Nous sommes extrêmement préoccupés par la détérioration persistante de la situation humanitaire, le nombre croissant de personnes déplacées et de réfugiés, les violations des droits humains et les souffrances quotidiennes de la population civile. Nous prenons note du rôle important joué par les organismes des Nations Unies pour atténuer les conséquences humanitaires de la crise.

Nous pensons qu'il est essentiel que les efforts déployés par les dirigeants régionaux dans le cadre des processus de Nairobi et de Luanda débouchent sur des résultats concrets. Nous prenons acte de la contribution importante apportée par la force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est et nous nous félicitons de la volonté manifestée par la Communauté de développement de l'Afrique australe de prendre part au processus de règlement dans l'est de la République démocratique du Congo. Il nous semble indispensable de continuer à mutualiser les efforts et initiatives complémentaires en matière d'assistance régionale. La priorité est de parvenir à une cessation des hostilités durable et à long terme, et de créer les conditions propices à un dialogue global et inclusif. À ce titre, il sera également important de continuer d'œuvrer à l'application intégrale de l'Accord-cadre pour

la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région des Grands Lacs, signé en 2013. Nous saluons la détermination de l'Union africaine et des pays de la région à revitaliser l'Accord-cadre. Nous soutenons les activités menées par l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, M. Huang Xia, pour instaurer un dialogue inter-tatique afin de réduire les tensions dans cette partie de l'Afrique.

De toute évidence, il est impossible de parvenir à une normalisation durable dans l'est de la République démocratique du Congo et dans la région des Grands Lacs en ayant uniquement recours à des moyens militaires. Seules des solutions politiques permettront de parvenir à une cessation globale des hostilités et de créer les conditions nécessaires à une stabilisation durable, et nous appelons à l'adoption de mesures de fond pour désamorcer les tensions entre Kinshasa et Kigali.

Nous appuyons les efforts déployés par la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) et ses dirigeants. Nous sommes convaincus que la présence de la Mission dans la zone de conflit demeure un important facteur de stabilisation. Afin de coordonner plus efficacement les activités de protection de la population civile, nous comptons sur une coopération accrue entre les Forces armées de la République démocratique du Congo, la MONUSCO, ainsi que les autres forces de sécurité régionales et nationales sur le terrain. Nous sommes préoccupés par les manifestations contre la présence des Casques bleus, mais si nous condamnons toutes les formes de violence, nous appelons également au respect du droit des citoyens congolais de manifester pacifiquement.

Nous avons examiné en détail les propositions du Secrétaire général relatives à la reconfiguration de la MONUSCO (S/2023/574) à la lumière des travaux menés conjointement avec Kinshasa pour réviser le plan de retrait de la Mission du pays. Nous avons également étudié attentivement la lettre (S/2023/648, annexe) adressée aux membres du Conseil de sécurité et signée par M. Christophe Lutundula Apala Pen'apala, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la République démocratique du Congo, qui expose les préoccupations et les exigences de la partie congolaise. Nous pensons qu'il est nécessaire de prendre en considération le point de vue de Kinshasa dans le cadre des négociations du Conseil de sécurité sur le mandat de la MONUSCO qui se tiendront en décembre. Toutefois, il sera essentiel de s'appuyer avant tout sur des considérations rationnelles, en tenant

compte de l'évolution de la situation sur le terrain et en agissant de manière progressive et responsable.

Nous espérons recevoir dès que possible des informations complètes de la part des autorités congolaises et de l'ONU sur les progrès de l'enquête sur la tragédie de l'hélicoptère de la MONUSCO abattu dans l'est du pays en mars 2022. Nous nous souvenons tous que huit soldats de la paix ont péri dans l'accident, dont notre compatriote Alexey Mizyura, le chef de l'équipe d'observateurs militaires russes. Nous espérons que les responsables seront identifiés et traduits en justice.

Pour terminer, je tiens à saluer les efforts que continue de déployer le Gouvernement congolais dans le cadre des préparatifs des élections législatives de décembre, et lui souhaite plein succès dans l'organisation du scrutin. Pour notre part, en tant que membre permanent du Conseil de sécurité, nous réaffirmons notre volonté de contribuer à régler la crise dans l'est de la République démocratique du Congo en promouvant un dialogue constructif entre les États de la région. Nous sommes résolus à travailler en étroite coopération avec les institutions compétentes du système des Nations Unies et leurs représentants.

M^{me} Thomas-Greenfield (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie la Représentante spéciale Keita de son exposé. Les États-Unis sont sensibles aux sacrifices qu'elle, son équipe et l'ensemble de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) consentent chaque jour. J'ai également beaucoup apprécié l'exposé de M^{me} Anny Modi, que nous remercions de sa présence parmi nous aujourd'hui. Et je tiens à saluer la participation à la présente séance du Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la République démocratique du Congo, M. Christophe Lutundula Apala Pen'apala, ainsi que du Représentant permanent du Rwanda.

Nous avons entendu l'appel lancé par le Gouvernement congolais à la MONUSCO pour qu'elle commence à planifier son retrait du pays, tout récemment par le biais de la lettre adressée au Conseil par le Ministre des affaires étrangères (S/2023/648, annexe). Nous saluons et partageons l'attachement de la République démocratique du Congo à un retrait responsable, ordonné, progressif et efficace, tout en continuant de donner la priorité à la protection des civils. Cependant, 24 années de maintien de la paix en République démocratique du Congo représentent un énorme investissement en ressources et en vies humaines, et nous devons nous appuyer sur ces investissements. J'attends avec intérêt que le Secrétariat,

la MONUSCO et la République démocratique du Congo nous en disent davantage sur la manière de garantir la protection des civils avant, pendant et surtout après le départ de la MONUSCO.

Les États-Unis sont vivement préoccupés par la possibilité que la République démocratique du Congo et les forces de sécurité régionales ne soient pas prêtes à répondre aux besoins du peuple congolais en matière de sécurité. La communauté internationale doit veiller à ce que le retrait de la Mission n'exacerbe pas une crise humanitaire déjà périlleuse et ne mette pas d'autres vies en danger. Je sais que cette question doit également préoccuper le Gouvernement congolais. Nous sommes inquiets de constater que les options présentées dans le plan de transition du Secrétaire général (S/2023/574) reposent largement sur la capacité de la force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) de remplacer la Mission, et nous demandons au Conseil d'éviter d'approuver un soutien accru de la MONUSCO à la CAE sans garanties appropriées pour répondre aux préoccupations en matière de droits humains, de responsabilité et de commandement et de contrôle. Je renouvelle notre demande d'informations détaillées sur les types de services d'appui que la Mission fournirait à la force régionale si elle y était autorisée. Nous serions également favorables à un dialogue avec le Gouvernement congolais sur la façon dont la MONUSCO peut être plus efficace.

Mais soyons clairs. La Mission ne peut à elle seule instaurer la paix dans l'est de la République démocratique du Congo. C'est pourquoi nous demandons à nouveau aux Forces armées de la République démocratique du Congo de couper tout lien avec les Forces démocratiques de libération du Rwanda, mettant ainsi fin à une relation qui préoccupe depuis longtemps le Rwanda. Nous demandons également au Rwanda de cesser d'appuyer le Mouvement du 23 mars (M23) et de se retirer du territoire de la République démocratique du Congo.

En plus de condamner les agissements du Rwanda dans l'est de la République démocratique du Congo le mois dernier, les États-Unis ont imposé des sanctions à six personnes qui ont contribué à l'escalade du conflit dans l'est du pays. Et le 15 septembre, les États-Unis ont inscrit le Rwanda sur la liste des pays visés par le Child Soldiers Prevention Act, la loi sur les enfants soldats, pour son appui au M23, qui recrute ou utilise des enfants soldats. En conséquence, certains éléments de l'assistance bilatérale des États-Unis à la sécurité seront interdits. Nous sommes déterminés à inscrire sur la liste d'autres personnes et entités qui menacent la paix et la sécurité de

la République démocratique du Congo, et nous invitons instamment les autres membres du Conseil à se joindre à nous dans ce processus.

La région a également intensifié ses efforts. Je me félicite des efforts importants déployés par les organismes régionaux africains pour œuvrer en faveur de la paix dans l'est de la République démocratique du Congo, en particulier dans le cadre des processus de Nairobi et de Luanda. La prochaine session du processus de Nairobi doit être programmée afin de montrer que des progrès sont réalisés sur la voie d'une solution négociée.

Je suis préoccupée par les informations qui continuent de faire état de violences sexuelles contre les femmes et les filles, comme la Représentante spéciale du Secrétaire général et M^{me} Modi nous en ont parlé aujourd'hui dans leurs exposés. En réalité, je suis horrifiée que de telles attaques continuent à se produire, et j'en ai honte, et nous devons tous être consternés par ce qui se passe dans le pays. Nous avons l'obligation de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour fournir protection et appui aux femmes et aux filles. Nous devons appuyer leur droit de participer aux élections et leur droit de voter sans crainte lors des élections.

Enfin, des élections libres et régulières sont essentielles à la stabilité future de la République démocratique du Congo. Je tiens à remercier la MONUSCO de son soutien logistique, notamment le transport du matériel électoral en Ituri, au Nord-Kivu et au Sud-Kivu. Nous nous félicitons de la condamnation par le Président Tshisekedi Tshilombo des discours haineux, mais nous demandons instamment au Gouvernement de prendre des mesures plus concrètes pour protéger les communautés minoritaires de la violence. Les États-Unis sont également préoccupés par la répression politique à l'approche des élections, notamment les atteintes à l'expression civique, le harcèlement et la violence contre des membres de l'opposition et de la société civile dont se rendent coupables les forces de sécurité, ainsi que par les procédures judiciaires visant deux candidats déclarés à la présidence. Tous les Congolais doivent pouvoir voter pour les candidats de leur choix, sans devoir se soucier de leur sécurité et de leur sûreté. C'est la moindre des choses qu'ils puissent attendre de leur gouvernement.

La MONUSCO a besoin de l'appui du Conseil, mais elle a également besoin de l'appui du Gouvernement de la République démocratique du Congo. Les menaces et les attaques contre la MONUSCO sont inacceptables. Les États-Unis sont déterminés à garantir une transition coordonnée et sans heurt de la MONUSCO et à aider le

Gouvernement à renforcer les principales institutions chargées de la gouvernance, de la justice et de la sécurité.

M. Agyeman (Ghana) : J'ai l'honneur de faire cette déclaration au nom des trois membres africains du Conseil de sécurité.

Je remercie M^{me} Bintou Keita, Représentante spéciale du Secrétaire général pour la République démocratique du Congo, pour son travail vraiment remarquable à la tête de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO). Je remercie également S. E. l'Ambassadeur Michel Xavier Biang, notre frère, pour sa déclaration très éclairante sur les activités du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo.

Je salue vivement la participation à cette séance de S. E. M. Christophe Lutundula Apala Pen'apala, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la République démocratique du Congo. Je salue également la présence du représentant du Rwanda, S. E. l'Ambassadeur Claver Gatete.

Notre déclaration d'aujourd'hui portera sur la situation politique, sécuritaire et humanitaire en République démocratique du Congo.

(l'orateur poursuit en anglais)

Les trois membres africains du Conseil de sécurité sont profondément préoccupés par la situation en République démocratique du Congo au moment décisif où le peuple de ce pays frère se prépare aux prochaines élections générales.

À cet égard, sur le plan politique, nous saluons les progrès accomplis dans la préparation des élections générales, notamment la mise en œuvre du calendrier électoral. Nous nous félicitons de la convocation du collège électoral et de l'ouverture des candidatures le 9 septembre dernier. Dans ce contexte, nous encourageons les autorités congolaises à continuer de prendre toutes les mesures qui s'imposent pour garantir la sécurité, la transparence, l'inclusion, le respect des droits humains et la liberté d'opinion et d'expression tout au long du processus électoral. Nous nous félicitons de l'ouverture, le 15 septembre dernier, de la dernière session des deux chambres du Parlement, qui permettra notamment de procéder à l'examen du budget 2024 et à l'examen des lois sur les réformes urgentes.

Sur le plan de la sécurité, nous condamnons avec la plus grande fermeté le cycle de violence et de terrorisme

perpétué sur le territoire congolais par les groupes armés, en particulier les principaux groupes armés, à savoir les Forces démocratiques alliées, la Coopérative pour le développement du Congo, le Mouvement du 23 mars et les Forces démocratiques de libération du Rwanda. Nous dénonçons avec force la poursuite des exactions contre les populations civiles, ainsi que la prédation et le pillage des ressources naturelles du pays.

Nous invitons tous les partenaires à apporter un appui financier, matériel et technique à la République démocratique du Congo en vue de la mise en œuvre du Programme de désarmement, de démobilisation, de relèvement communautaire et de stabilisation ; de la réforme du secteur de la sécurité ; ainsi que de la formation et du renforcement des capacités des Forces armées de la République démocratique du Congo.

Les trois membres africains du Conseil de sécurité saluent la contribution inestimable apportée par la MONUSCO et la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) dans le cadre de leurs efforts visant à stabiliser et à protéger les populations civiles, ainsi que la détermination de la Communauté de développement de l'Afrique australe à contribuer aux efforts de paix dans le pays.

Nous tenons à dire notre préoccupation face aux sentiments d'hostilité à l'égard de la MONUSCO et de la force régionale de la CAE et face aux campagnes de désinformation et de mésinformation, qui nuisent à l'exécution de leurs mandats. Les violences qui ont eu lieu à Goma le 31 août dernier sont inadmissibles. Aussi encourageons-nous les autorités congolaises à prendre toutes les mesures qui s'imposent pour rendre justice aux familles des victimes.

Nous prenons acte de la demande des autorités congolaises, qui souhaitent que le Conseil de sécurité accélère le retrait des soldats de la MONUSCO, à partir de décembre de cette année. Nous soulignons la nécessité d'une coopération étroite entre les autorités congolaises et la MONUSCO, ainsi qu'avec toutes les autres parties prenantes concernées, en vue d'assurer un retrait harmonieux, sans heurt, progressif et coordonné, qui garantisse la protection des civils ainsi que la sûreté et la sécurité du personnel de la Mission.

S'agissant des engagements pris au niveau régional, les trois membres africains du Conseil de sécurité réaffirment leur appui à un règlement politique de la crise de sécurité qui sévit dans l'est de la République démocratique du Congo. Nous réaffirmons notre attachement sans faille aux processus régionaux de Nairobi et de Luanda, qui

constituent des solutions politiques africaines crédibles pour mettre fin à la crise et qui méritent donc l'appui de l'ensemble de la communauté internationale.

À cet égard, il est urgent de mettre en œuvre les actions prioritaires contenues dans les accords de Nairobi et de Luanda, en vue de parvenir à la cessation des hostilités et au retrait immédiat des groupes armés des zones occupées. En outre, nous demandons le rapatriement de tous les groupes armés étrangers. Nous exhortons tous les groupes armés locaux à adhérer au Programme de désarmement, de démobilisation, de relèvement communautaire et de stabilisation.

Nous saluons la décision de renouveler le mandat de l'accord sur le statut des forces de la force régionale de la CAE jusqu'au 8 décembre prochain, et nous nous félicitons de la création d'un groupe de travail chargé de coordonner les initiatives de paix dans l'est de la République démocratique du Congo.

Depuis 25 ans, la République démocratique du Congo traverse une crise de sécurité qui a coûté la vie à plus de 10 millions de personnes. Le Conseil se réunit depuis des années, mais malgré nos appels incessants, la sécurité et la situation humanitaire de la population civile, en particulier le sort des femmes et des enfants, continuent de se détériorer. Le Conseil de sécurité a pu s'en rendre compte lors de sa visite en République démocratique du Congo en mars dernier, pendant la présidence mozambicaine du Conseil. Des générations sont sacrifiées en raison de la persistance des faits de violence et du terrorisme. Le travail des enfants et l'utilisation du viol comme arme de guerre restent monnaie courante et constituent une menace pour la région des Grands Lacs et pour la paix et la sécurité internationales en général.

Nous sommes convaincus que la République démocratique du Congo est dotée d'immenses ressources naturelles, y compris des ressources cruciales pour la transition énergétique mondiale. Le pays doit être débarrassé de ses limitations afin de remédier à la contradiction entre l'extrême richesse du sol et du sous-sol congolais et l'extrême pauvreté de sa population.

Nous constatons que malgré les mesures prises par le Conseil et la communauté internationale, la situation humanitaire reste désastreuse. Dans l'est du pays, 6,1 millions de personnes sont déplacées et près de 4,4 millions d'enfants âgés de 9 à 14 ans ne sont pas scolarisés.

La catastrophe humanitaire est exacerbée par les conséquences des changements climatiques, qui ont des

effets palpables sur la sécurité en Afrique centrale. À cet égard, les trois membres africains du Conseil de sécurité exhortent tous les partenaires en République démocratique du Congo à mobiliser des fonds pour le financement du plan de réponse humanitaire 2023.

Pour terminer, les trois membres africains du Conseil de sécurité appellent la communauté internationale à continuer de soutenir les efforts en cours en faveur de la paix et de la stabilité en République démocratique du Congo. Nous réaffirmons notre appui sans réserve à l'indépendance, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo.

M. Kariuki (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je tiens en premier lieu à remercier de leurs exposés d'aujourd'hui la Représentante spéciale du Secrétaire général Keita, le Représentant permanent du Gabon, en sa qualité de Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo, et M^{me} Modi.

Je salue la participation à la présente séance du Vice-Premier Ministre Lutundula Apala Pen'apala et du Représentant permanent du Rwanda.

Le Royaume-Uni appuie sans réserve le travail qu'accomplit la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), en particulier en ce qui concerne la protection des civils. Nous félicitons la Mission et la Représentante spéciale Keita de leurs efforts constants dans des circonstances de plus en plus difficiles. Nous demeurons profondément préoccupés par la fragilité de la situation dans l'est de la République démocratique du Congo. Les processus de paix régionaux doivent être respectés et tout appui aux groupes armés doit cesser.

Nous prenons acte du fait que le Gouvernement de la République démocratique du Congo a demandé un retrait accéléré de la MONUSCO et nous nous félicitons qu'il se soit engagé à veiller à ce que le processus soit progressif et responsable. Nous voulons que la MONUSCO passe le relais aux autorités de la République démocratique du Congo. Des progrès importants ont déjà été accomplis à cet égard au cours des dernières années, avec le retrait de la MONUSCO du Kasaï et du Tanganyika. Les enseignements tirés de ces processus doivent guider le retrait de la MONUSCO d'autres provinces. Dans la perspective de la poursuite du retrait de la MONUSCO, nous encourageons la Mission à continuer de transférer les responsabilités à l'État congolais et, le cas échéant, à l'équipe de pays des Nations Unies et aux autres partenaires internationaux.

Le Royaume-Uni est prêt à envisager de consolider l'empreinte de la MONUSCO et de réduire le plafond des effectifs lors du renouvellement du mandat de la MONUSCO en décembre, conformément à la demande du Gouvernement d'accélérer le retrait. Toutefois, nous devons également évaluer soigneusement les conséquences du retrait de la MONUSCO sur la population civile. Les conséquences d'un départ précipité seraient graves. En plus d'apporter un soutien massif aux forces de sécurité congolaises dans le cadre de leurs opérations contre les groupes armés, la MONUSCO protège actuellement des milliers de civils dans l'est de la République démocratique du Congo. Si l'ONU et les partenaires internationaux peuvent jouer un rôle d'appui, le Gouvernement doit avoir la volonté et la capacité de jouer son rôle en matière de protection des civils.

Nous encourageons le Gouvernement de la République démocratique du Congo à convenir avec la MONUSCO des responsabilités à assumer pour un retrait responsable et assorti de conditions. Cela doit inclure un plan durable pour assurer la sécurité dans les zones desquelles la MONUSCO se retire. Le Royaume-Uni appuie pleinement les processus de paix de Nairobi et de Luanda, qui sont essentiels pour s'attaquer aux causes profondes du conflit.

Pour terminer, nous nous réjouissons à l'idée d'échanger avec toutes les parties prenantes en ce qui concerne l'avenir de la MONUSCO dans le cadre du processus de renouvellement du mandat et de veiller à assumer la responsabilité qui nous incombe, en tant que Conseil, d'œuvrer en faveur de la paix et de la stabilité en République démocratique du Congo.

M. Dai Bing (Chine) (*parle en chinois*) : La Chine souhaite la bienvenue à la présente séance à M. Lutundula Apala Pen'apala, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la République démocratique du Congo, ainsi qu'au Représentant permanent du Rwanda.

Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général Keita et l'Ambassadeur Biang de leurs exposés. J'ai également écouté attentivement la déclaration de M^{me} Modi.

La République démocratique du Congo se trouve aujourd'hui à un moment critique pour le maintien de la sécurité et de la stabilité, la progression du processus électoral et l'amélioration de la gouvernance. La communauté internationale et le Conseil de sécurité doivent prendre en compte ses préoccupations, renforcer la coordination avec les pays de la région et fournir un appui constructif. À la

lumière du rapport du Secrétaire général (S/2023/691), je voudrais formuler trois observations.

Premièrement, même en l'absence d'hostilités majeures récentes dans l'est de la République démocratique du Congo, les affrontements entre groupes armés et les attaques contre les civils se sont multipliés. La situation demeure tendue. La Chine exhorte le Mouvement du 23 mars et les autres groupes armés à mettre en œuvre les décisions des processus de Nairobi et de Luanda, à cesser la violence dès que possible et à se retirer des zones occupées. La Chine encourage les pays concernés à régler leurs différends par le dialogue et la concertation. Il convient de souligner que le maintien de la stabilité dans l'est de la République démocratique du Congo dépend pour l'essentiel du renforcement des capacités du pays en matière de sécurité. Le rapport du Secrétaire général indique que le plan de réforme de l'armée de la République démocratique du Congo continue de se heurter à des obstacles, tels que le financement insuffisant. La Chine appelle la communauté internationale à continuer de fournir le soutien financier et technique nécessaire.

Deuxièmement, la stabilité dans l'est de la République démocratique du Congo a une incidence sur la sécurité générale dans la région des Grands Lacs. La semaine dernière, dans leurs déclarations à l'Assemblée générale, les dirigeants de l'Angola, du Burundi, du Kenya et d'autres pays de la région ont appelé la communauté internationale à accorder une plus grande attention à l'est de la République démocratique du Congo et ont également appelé à renforcer la confiance mutuelle s'agissant de maintenir la sécurité commune. La Chine soutient les opérations de maintien de la paix et de sécurité de la République démocratique du Congo, de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et de l'Angola, entre autres pays et entités, et encourage la communauté internationale à fournir un appui. En juin, l'Union africaine a invité des représentants de la CAE, de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, de la SADC et de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs à un sommet quadripartite qui s'est tenu en Angola en vue de promouvoir le renforcement de la coordination entre les organisations régionales. La Chine encourage toutes les parties à agir dans l'esprit du sommet pour renforcer la synergie sur la question de l'est de la République démocratique du Congo. Nous attendons de l'Envoyé spécial Xia Huang et de la Représentante spéciale Keita qu'ils communiquent et collaborent davantage et qu'ils soutiennent les efforts de médiation régionaux, conformément à leurs mandats respectifs.

Troisièmement, les élections générales qui se tiendront à la fin de l'année constitueront une étape importante dans le cadre des processus politique et de paix en République démocratique du Congo. La Chine appuie les efforts que déploie le Gouvernement congolais pour préparer les élections. Les tensions politiques se sont récemment aggravées. La Chine espère que toutes les parties garderont à l'esprit les intérêts fondamentaux du pays et de son peuple, renforceront le dialogue et régleront leurs différends afin d'assurer le bon déroulement des élections, dans un climat pacifique. Les élections générales de cette année entrant par nature dans la catégorie des affaires internes de la République démocratique du Congo, la Chine espère que la communauté internationale respectera la souveraineté et les prérogatives de la République démocratique du Congo et s'abstiendra de toute pression ou ingérence extérieure.

La Chine appuie les efforts que déploie la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) dans les domaines de la protection des civils, de la préparation des élections et du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration, et espère que la Mission renforcera sa communication avec le Gouvernement hôte et son peuple afin d'améliorer la confiance mutuelle, d'éviter les affrontements et les incidents de sécurité et de s'acquitter efficacement de son mandat.

L'attention de toutes les parties se concentre sur les dispositions futures concernant la MONUSCO. La Chine a pris note du discours du Président Tshisekedi Tshilombo devant l'Assemblée générale, dans lequel il a exposé la position de la République démocratique du Congo, ainsi que de la lettre adressée au Conseil de sécurité par le Ministre des affaires étrangères et de la Francophonie, M. Lutundula Apala Pen'apala, sur la question (S/2023/648, annexe). Le Conseil doit promouvoir des discussions constructives et responsables entre le Secrétariat, la MONUSCO, le Gouvernement congolais et les pays fournisseurs de contingents et de personnel de police. Au moment de formuler le mandat et les plans de transition pour la MONUSCO, il est impératif de tenir pleinement compte des points de vue de la République démocratique du Congo et de la situation en matière de sécurité dans l'est du pays afin de prendre de bonnes dispositions de manière responsable.

M. Hauri (Suisse) : Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Bintou Keita, et M^{me} Anny Modi pour leurs exposés. Je remercie également le Représentant permanent du Gabon pour

sa présentation. Je salue la participation du Ministre des affaires étrangères de la République démocratique du Congo et du Représentant permanent du Rwanda à cette séance.

La République démocratique du Congo se trouve à un carrefour décisif pour assurer durablement la paix et la sécurité sur son territoire. Pour cela, la Suisse considère que trois axes d'efforts seront prioritaires : garantir une transition réussie ; approfondir les initiatives régionales en faveur de la paix ; et assurer des élections crédibles et apaisées.

Tout d'abord, nous avons entendu la demande du Gouvernement congolais d'accélérer le retrait progressif de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO). Nous la prenons au sérieux. Il sera nécessaire de garantir un retrait responsable, échelonné et durable, tout en insistant sur l'importance du respect du droit international humanitaire et des droits humains par toutes les parties.

Le retrait doit s'inscrire dans le cadre d'un partenariat basé sur la confiance entre l'État congolais et l'ONU, y compris le Conseil de sécurité. Un départ précipité des Casques bleus pourrait avoir des conséquences néfastes pour les milliers de personnes déplacées internes, notamment pour les femmes et les filles, comme on l'a entendu, ceci notamment dans les régions où les bases de la MONUSCO constituent le seul rempart, aussi faible qu'il soit, contre les violations et les abus des groupes armés.

Pour assurer un transfert réussi des principales responsabilités de la Mission à la République démocratique du Congo, en particulier la protection des civils, l'état de droit et le secteur de la sécurité doivent être renforcés. Le rapport du Secrétaire général (S/2023/574) présente les options d'adaptation de la MONUSCO. Sur cette base, nous encourageons la République démocratique du Congo à intensifier sa coopération avec la Mission pour renforcer les capacités des forces armées et de la police nationale.

Deuxièmement, le rôle de la région dans la recherche de solutions pacifiques reste central. Ceci est essentiel pour garantir un espace politique permettant d'apaiser les tensions régionales et de remédier à l'insécurité. Le soutien de la Communauté de l'Afrique de l'Est a contribué à dissuader certaines opérations des groupes armés, tels que le Mouvement du 23 mars (M23). À ce titre, la proposition du Secrétaire général d'un soutien de la MONUSCO aux efforts des forces régionales pourrait être examinée davantage.

Tous les efforts militaires régionaux doivent s'inscrire dans le cadre de processus politiques visant à consolider la paix en République démocratique du Congo. Ils doivent être menés conformément aux objectifs et principes de l'ONU et au droit international. La Suisse réitère son soutien aux initiatives politiques et diplomatiques régionales. Nous appelons tous les acteurs, notamment la République démocratique du Congo et le Rwanda, à honorer leurs engagements à établir un dialogue sincère et à cesser leur soutien aux groupes armés.

Troisièmement, à l'approche des élections, les autorités congolaises doivent redoubler d'efforts pour garantir un espace civique ouvert et pluraliste. Il s'agit d'assurer des résultats crédibles et un processus inclusif et transparent, comme l'a déclaré le Président Tshisekedi à l'Assemblée générale de l'ONU la semaine dernière. Nous saluons l'engagement de la Commission électorale nationale indépendante pour enregistrer les électrices et les électeurs. Toutefois, nous déplorons les rapports faisant état d'une réduction de l'espace civique et les allégations de détentions arbitraires de journalistes, de défenseuses et de défenseurs des droits humains et de membres des partis d'opposition.

Enfin, les violences commises durant les récentes manifestations à Goma sont inacceptables. Nous saluons les mesures mises en place pour la poursuite en justice des auteurs présumés et encourageons les autorités à mener des enquêtes crédibles et transparentes.

Pour conclure, qu'il me soit permis de réitérer la préoccupation de la Suisse quant à la détérioration de la situation sécuritaire et humanitaire en République démocratique du Congo. Nous soutenons l'intensification de la réponse humanitaire internationale et avons mobilisé des fonds additionnels. La Suisse a une présence de longue date dans le pays, tant à Kinshasa que dans l'est. Elle se tient prête à accompagner la transition, en particulier dans le domaine de la protection des civils.

M^{me} Shino (Japon) (*parle en anglais*) : Je remercie de leurs exposés la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Keita, et la Directrice exécutive et cofondatrice d'AFIA MAMA, M^{me} Modi. Je me félicite du rapport du Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) et je salue la participation du Ministre des affaires étrangères de la République démocratique du Congo et du représentant du Rwanda à la présente séance.

Le mois dernier, nous avons reçu le rapport du Secrétaire général sur les différentes options pour la

reconfiguration de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) (S/2023/574) et le rôle futur de l'ONU en République démocratique du Congo. Comme le souligne le rapport, notre objectif commun est d'assurer une transition en douceur, responsable et durable. La création des conditions favorables nécessaires requiert une coopération étroite et constructive entre toutes les parties prenantes, sur la base d'une forte appropriation du pays hôte. Les critères prioritaires doivent guider nos efforts coordonnés.

Je voudrais, en guise de contribution à notre action collective, mettre l'accent sur les points suivants.

Premièrement, la protection des civils doit être un élément fondamental de toute reconfiguration future de la MONUSCO. Nous sommes préoccupés par les informations faisant état d'une augmentation considérable du nombre de violations des droits humains, notamment des violences fondées sur le genre et des pertes en vies humaines, en raison du caractère de plus en plus meurtrier des attaques menées par les groupes armés, en particulier dans l'est de la République démocratique du Congo. Nous saluons la MONUSCO pour sa détermination à fournir des espaces sûrs aux populations locales. La récente extension du mandat de la force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est est une évolution positive, qui devrait imprimer un nouvel élan aux initiatives régionales en cours, notamment les processus de Nairobi et de Luanda.

Toute forme d'appui aux groupes armés exacerbe une situation régionale qui se détériore déjà, et doit donc cesser immédiatement. La réforme du secteur de la sécurité menée par le Gouvernement reste une tâche urgente afin d'éviter l'apparition d'un vide sécuritaire. Le Japon continue d'appuyer les efforts déployés par le Gouvernement congolais en vue de développer la police de proximité grâce au renforcement des capacités et des institutions. Le retrait responsable de la Mission doit aller de pair avec la mise en place d'une présence effective d'autorités étatiques garantes de l'état de droit.

Nous devons poursuivre nos efforts visant à atténuer les crises actuelles de la sécurité humaine, en particulier dans les zones touchées par le conflit, et préserver le lien entre l'action humanitaire, le développement et la paix. Les personnes qui vivent dans les camps de déplacés surpeuplés, en particulier les femmes et les enfants, sont exposées à des risques de violations de leurs droits humains ou d'atteintes à ces droits. En partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour la population, le Japon a apporté des contributions en matière de prévention et de

soins s'agissant des violences fondées sur le genre, ainsi que dans le domaine de la santé reproductive, en mettant à disposition des cliniques mobiles dans la région du Nord-Kivu.

Enfin, le renforcement de la cohésion sociale est essentiel pour instaurer durablement la stabilité. Nous suivons de près les préparatifs des élections nationales et locales. Pour gagner la confiance de la population et renforcer l'unité, il faut des élections libres, régulières, ouvertes à tous, pacifiques et transparentes. En revanche, la réduction de l'espace civique et l'obstruction de campagnes politiques légitimes ne feront que diviser davantage la population. La MONUSCO a un rôle important à jouer en matière d'appui à la conduite des élections en décembre.

Le Japon reste attaché à la souveraineté, à l'indépendance, à l'unité et à l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo. Nous sommes déterminés à poursuivre notre collaboration avec toutes les parties prenantes pour instaurer une paix et une stabilité durables dans la région.

M. Montalvo Sosa (Équateur) (*parle en espagnol*) : Nous saluons la présence parmi nous du Vice-Premier Ministre et du Ministre des affaires étrangères de la République démocratique du Congo, ainsi que du Représentant permanent du Rwanda. Je remercie de leurs exposés M^{me} Bintou Keita, Représentante spéciale du Secrétaire général et Cheffe de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), et de l'Ambassadeur Michel Xavier Biang, Représentant permanent du Gabon, en sa qualité de Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo. Je suis également reconnaissant à M^{me} Anny Modi, Directrice exécutive d'AFIA MAMA, de son exposé.

La violence continue d'exacerber la crise humanitaire qu'endure la République démocratique du Congo. Nous sommes attristés par les morts que le conflit a faits jusqu'ici, et nous réaffirmons notre détermination à soutenir tous les efforts destinés à consolider la paix dans le pays. L'appui de la communauté internationale est crucial pour répondre aux besoins des 26,4 millions de personnes qui souffrent d'insécurité alimentaire aiguë et des 350 000 déplacés dans les territoires de Nyiragongo et de Goma. Nous appelons à garantir la sécurité du personnel humanitaire en tout temps et à garantir son accès rapide et sans entrave partout dans le pays. Nous condamnons l'enlèvement de neuf travailleurs humanitaires à Kabasha,

dans la zone sanitaire de Kibirizi et à Gatega, qui ont été libérés grâce à l'action des forces de sécurité.

Nous exhortons le Gouvernement à continuer de déployer les ressources requises à l'appui de la mise en œuvre du programme de désarmement, de démobilisation, de relèvement communautaire et de stabilisation. Si nous respectons la décision du Gouvernement de la République démocratique du Congo sur le départ prévu de la MONUSCO, nous appelons toutefois à une coopération étroite entre le Gouvernement et l'ONU pour permettre une transition progressive et responsable, qui soit sans lacunes en matière de sécurité et qui garantisse le respect des droits humains et du droit international humanitaire avant, pendant et après la transition. L'application jusqu'à terme des mesures décidées en vertu des processus de Luanda et de Nairobi est cruciale pour la réussite du processus de paix dans la région.

Nous espérons que toutes les parties concernées participeront de manière constructive à la quatrième série de consultations du processus de Nairobi. Toutes les initiatives bilatérales, régionales et internationales en faveur de la République démocratique du Congo doivent fonctionner en coordination pour obtenir la paix, le dialogue et la stabilité politique. À cet égard, nous estimons que l'action de la MONUSCO est efficace, raison pour laquelle elle peut compter sur notre soutien. Nous saluons le travail du Gouvernement dans la préparation des élections qui doivent se tenir en décembre, ainsi que celui qui est mené par la Commission électorale nationale indépendante afin de garantir un processus électoral libre, régulier, inclusif et transparent qui assure la participation des femmes, autant d'efforts qu'il convient toutefois d'intensifier. Nous appelons également à ménager un espace civique et à respecter la liberté d'expression, d'opinion et de réunion. Nous soulignons que la protection des défenseurs des droits humains, des journalistes et des membres de la société civile revêt un caractère primordial, en particulier dans la dernière ligne droite avant les élections. Les violations graves des droits de l'enfant et les cas de violence fondée sur le genre, qui sont à la hausse, doivent faire l'objet d'enquêtes, et leurs auteurs, être traduits en justice. La lutte contre l'impunité est un élément essentiel du processus de paix. Nous jugeons par conséquent que la requête du Gouvernement de la République démocratique du Congo tendant à ce que la Cour pénale internationale se saisisse des crimes commis au Nord-Kivu est un pas important vers la réalisation de cet objectif.

La paix en République démocratique du Congo doit rester une priorité dans les débats du Conseil de sécurité,

et il nous faut donc accorder une attention particulière aux discussions portant sur le mandat de la MONUSCO et le processus de transition pour son départ.

M^{me} Gatt (Malte) (*parle en anglais*) : Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général Keita de son exposé et du travail qu'elle et son équipe accomplissent. Je remercie également M^{me} Modi de ses observations. Je remercie enfin le Représentant permanent du Gabon, en sa qualité de Président du Comité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo, des informations actualisées dont il nous a fait part.

Nous l'avons entendu, la situation humanitaire en République démocratique du Congo demeure préoccupante. Le nombre de personnes qui souffrent d'insécurité alimentaire est estimé à 25,8 millions pour cette seule année, et il est probablement bien plus élevé en réalité. Le nombre de déplacés n'en finit plus d'augmenter. Les actes de violence sexuelle et fondée sur le genre se poursuivent sans relâche et le recrutement d'enfants persiste. Nous accueillons avec satisfaction l'accroissement des moyens déployés pour l'est de la République démocratique du Congo depuis juin, et pour le plan opérationnel correspondant, mais la réponse humanitaire est toujours insuffisamment financée au regard des besoins.

La présente séance d'information périodique intervient à un moment charnière, puisque nous sommes au dernier trimestre avant l'élection présidentielle. Il faudra impérativement garantir que le processus électoral soit conforme aux principes de liberté, d'équité, de transparence et d'inclusivité. L'espace civique doit demeurer ouvert afin de façonner le discours public. Au-delà du résultat de l'élection, des progrès peuvent vraiment orienter la destinée du pays et instiller de la confiance dans ses institutions. Nous sommes préoccupés par les informations qui font état de cas d'intimidation et de violence contre des membres de l'opposition politique et des représentants de la société civile. Nous nous félicitons que le Président Tshisekedi ait invité des organisations non gouvernementales et internationales à observer le processus électoral, et Malte a bon espoir que le Gouvernement congolais garantira leur participation sans entrave et en toute sécurité. Dans ce contexte, nous reprenons à notre compte l'appel lancé par le Secrétaire général pour que soit promulgué dans les meilleurs délais le projet de loi contre le tribalisme, le racisme et la xénophobie.

Le Conseil de sécurité sera bientôt chargé de négocier la reconduction du mandat de la MONUSCO, en l'alignant sur la révision en cours du plan commun de

transition, ce qui ouvrira la voie au retrait de la Mission le moment venu. Malte se félicite de la convergence de vues sur un retrait qui tienne compte des réalités sur le terrain et envisage une transition prévoyant le transfert des responsabilités essentielles de la MONUSCO aux autorités congolaises. Guidés par ces principes, nous souscrivons à la proposition du Secrétaire général de retirer des unités du Sud-Kivu. Il nous paraît impératif de fixer un calendrier clair pour le processus, et nous sommes prêts à participer aux négociations afin de forger une vision unifiée. En même temps, nous voyons d'un bon œil l'idée d'un mandat renforcé pour appuyer la formation et le développement des capacités des forces de sécurité nationales. Malte encourage une coordination accrue et structurée entre la MONUSCO et la force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est et insiste sur l'importance de se concentrer sur les résultats des négociations concernant les opérations de soutien à la paix dirigées par l'Union africaine.

Malte réaffirme son attachement inébranlable à un règlement pacifique du conflit prolongé dans l'est de la République démocratique du Congo. Nous condamnons de façon catégorique les atrocités commises par tous les groupes armés et attendons de toutes les parties qu'elles respectent les décisions et les accords découlant des processus de Nairobi et de Luanda. Le renforcement du système judiciaire doit rester au cœur des efforts multilatéraux et gouvernementaux, offrant de l'espoir aux populations qui sont en permanence exposées à des crimes odieux et à des violations sans nom. Efficacement opéré, il aura également pour effet de décourager de futures transgressions. Nous avons accueilli avec satisfaction le lancement d'une mission d'enquête du ministère public à Lala ce mois-ci et nous nous félicitons de l'engagement du Gouvernement à demander des comptes aux auteurs des actes de violence perpétrés le 30 août. Nous adressons nos condoléances aux familles des victimes de ce massacre épouvantable.

Pour conclure, nous demeurons convaincus que l'action militaire, quelque robuste qu'elle puisse être, ne suffira jamais à régler le conflit dans l'est de la République démocratique du Congo. Un dialogue politique sincère et des efforts concertés pour trouver un compromis doivent primer afin d'ouvrir la voie à la paix et à la stabilité dans la région.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentante de l'Albanie.

Je tiens tout d'abord à remercier la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Keita, de son exposé

et du travail accompli par la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), et je remercie également l'Ambassadeur Biang de son exposé sur les activités du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo. Nous saluons la participation à la présente séance de M. Christophe Lutundula Apala Pen'apala, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la République démocratique du Congo, ainsi que celle du Représentant permanent du Rwanda. Je voudrais également remercier M^{me} Modi de ses observations et d'avoir partagé avec nous la souffrance de toutes les victimes et personnes rescapées de violences sexuelles, ces sans-voix qui méritent la justice et une seconde chance de mener une vie décente. Il est important que nous appuyions les efforts déployés pour faire face à la flambée effroyable des violences sexuelles visant les femmes et les filles déplacées, y compris celles qui vivent dans des camps de déplacés.

Je vais à présent aborder la situation politique et les conditions de sécurité, ainsi que la question de la MONUSCO. L'Albanie se félicite de la détermination affichée à respecter le calendrier électoral et à préparer les élections qui se tiendront le 20 décembre, ainsi que des efforts déployés pour garantir un processus transparent et ouvert à toutes les parties, y compris les femmes. Nous espérons voir le même engagement de la part du Gouvernement pour répondre à plusieurs préoccupations et faire la lumière sur les incidents électoraux, notamment le rétrécissement de l'espace civique, tel que décrit par le Secrétaire général dans son rapport (S/2023/691).

En ce qui concerne l'évolution de la situation en matière de sécurité, nous partageons tous et toutes les mêmes inquiétudes quant à l'instabilité qui règne dans l'est de la République démocratique du Congo. Nous ne devons pas nous méprendre : les Forces démocratiques alliées et la Coopérative pour le développement du Congo continuent de faire régner la terreur parmi la population civile. Par ailleurs, nous suivons avec circonspection l'application du cessez-le-feu entre le Mouvement du 23 mars (M23) et les forces armées congolaises. La multiplication des affrontements entre le M23 et les groupes armés, ainsi que l'instabilité des relations entre la République démocratique du Congo et le Rwanda, pourraient perturber l'architecture géopolitique de la région. Pour éviter cela, il importe que toutes les parties participent aux processus de paix régionaux, notamment en mettant en œuvre les processus de Nairobi et de Luanda.

Le Rwanda et la République démocratique du Congo ont la responsabilité de donner à la paix une chance de se renforcer en cessant de soutenir les groupes armés locaux et de coopérer avec eux. Tous les groupes armés congolais et étrangers doivent mettre fin à leurs hostilités, et le M23 doit se retirer effectivement des positions qu'il occupe et intégrer le processus de démobilisation et de désarmement, comme convenu à Luanda, dans le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo.

En ce qui concerne la transition de la MONUSCO, l'Albanie a pris acte de la demande de la République démocratique du Congo d'accélérer le retrait de la Mission. L'Albanie appuie les efforts déployés par l'ONU pour parachever le plan commun de transition révisé, en coopération avec la République démocratique du Congo et conformément à ses aspirations. Au vu des élections qui se tiendront en décembre et des conditions de sécurité précaires dans l'est, la version définitive du plan devra garantir un retrait méthodique et, dans le même temps, la consolidation de l'autorité de l'État et de sa capacité de protéger les civils.

Enfin, je voudrais adresser les sincères condoléances de l'Albanie aux autorités et au peuple congolais pour les pertes en vies humaines survenues à la suite des événements du 30 août à Goma. La population a le droit absolu de se rassembler pacifiquement et les autorités ont l'obligation de répondre de manière proportionnée aux actes de violence. Dans cette optique, nous nous félicitons de l'annonce du Gouvernement selon laquelle une enquête a été ouverte et qu'un procès a débuté, procès dont les conclusions doivent être exhaustives et impartiales.

Je reprends à présent mes fonctions de Présidente du Conseil de sécurité.

Je donne la parole au Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la République démocratique du Congo.

M. Lutundula Apala Pen'apala (République démocratique du Congo) : Je voudrais, au nom du Président de la République, S. E. M. Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, et du Gouvernement congolais, vous remercier, Madame la Présidente, d'avoir bien voulu organiser la séance d'aujourd'hui consacrée, j'allais dire, uniquement à la situation sécuritaire en République démocratique du Congo. J'observe, ou en tout cas, je comprends, par cet acte, l'intérêt que les pays ici présents, et à travers eux, le Conseil de sécurité, portent au règlement rapide et définitif de la question de la sécurité et des questions humanitaires

en République démocratique du Congo. Nous leur en sommes très reconnaissants, une fois de plus.

J'ai suivi avec une attention particulière les différentes interventions qui m'ont précédé. Je note aussi, à travers ces interventions, une détermination et un engagement certain du Conseil de sécurité à collaborer avec la République démocratique du Congo afin que, dans les plus brefs délais, la triste expérience de l'agression, la triste expérience des souffrances endurées par mes compatriotes depuis 25 ans, soit un souvenir et reléguée dans les archives de l'histoire. Là aussi, je remercie le Conseil. Je vais essayer, à travers cette intervention, de répondre aux préoccupations des membres et, surtout, de leur faire comprendre davantage l'essence de l'approche du Gouvernement de la République démocratique du Congo et du Chef de l'État, approche qui se trouve dans la lettre que j'ai adressée au Conseil (S/2023/648, annexe).

Qu'il me soit permis de demander d'ores et déjà ce qui suit. La séance est consacrée à la situation en République démocratique du Congo. J'ai été mandaté ici par le Gouvernement et le Président pour éclairer la religion de tout le monde et contribuer, avec le Conseil, à la recherche de solutions. Il est clair que j'aurais souhaité intervenir à la fin de toutes les interventions pour donner les éléments de réponse et les éléments d'appréciation à tous. Je demande donc qu'en cas de besoin, pas nécessairement, je puisse intervenir même après ma présentation pour justement nous permettre d'avancer objectivement et froidement sur le dossier.

Mon intervention de ce jour devant le Conseil sera d'abord un bref rappel de la perception actuelle de la République démocratique du Congo sur la crise sécuritaire grave qui sévit depuis un quart de siècle dans sa partie orientale, plus précisément dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu, victimes des activités criminelles de groupes armés terroristes, dont le Mouvement du 23 mars (M23), soutenu en matériel de guerre et en hommes de troupe par le Rwanda, agresseur de notre pays connu de l'Organisation des Nations Unies, et personne ne le nie aujourd'hui.

En effet, par ma lettre du 1^{er} septembre adressée au Président du Conseil de sécurité, j'ai communiqué la vision et les propositions du Gouvernement de la République démocratique du Congo pour un partenariat, je souligne, un partenariat efficace et fructueux avec l'Organisation des Nations Unies afin de rétablir réellement et durablement la paix, ainsi que la sécurité, sur l'ensemble de notre territoire national, ce qui, sans nul doute, contribuera à restaurer la confiance rompue entre l'ONU et le

peuple congolais et à redorer l'image ternie de l'Organisation. Je confirme le contenu de cette lettre et remercie, comme je l'ai dit, le Conseil de bien vouloir s'y pencher en profondeur, je le souhaite, avec la plus grande lucidité et objectivité, dans un esprit constructif.

Qu'il me soit donc permis de rafraîchir la mémoire du Conseil en relevant qu'en décembre de l'année dernière (voir S/PV.9215), j'ai eu le privilège d'appeler, ici, dans cette salle, l'attention des membres du Conseil sur le fait que les massacres des populations congolaises, les atrocités les plus barbares, les violences sexuelles faites aux femmes, le recrutement des enfants soldats, les violations massives des droits de l'homme et l'exploitation illégale des ressources naturelles de la République démocratique du Congo perpétrés par les groupes armés terroristes continuaient et s'amplifiaient à l'est de notre pays, et ce, en dépit de la présence dans le pays d'environ 16 000 hommes de troupe de l'ONU pendant 25 ans et des milliards de dollars américains dépensés pour restaurer dans mon pays la sécurité et la paix.

J'ai également alerté le Conseil sur les vives tensions qui envenimaient les relations entre la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) et les populations congolaises, plus spécialement celles des territoires ravagés par ces groupes armés et qui ne cessent, jusqu'à ce jour, de reprocher à cette mission onusienne sa passivité et son incapacité avérées à les protéger contre ces groupes de criminels et de contribuer à mettre fin à l'insécurité quasi permanente dont ces populations congolaises sont victimes. Afin d'arrêter la dégradation continue de la situation, de donner des chances de réussite aux processus de paix de Nairobi et de Luanda, et de prévenir le pire, j'ai non seulement suggéré au Conseil, à la séance de décembre, de clarifier le mandat de la MONUSCO, mais j'ai aussi signifié la préférence du Gouvernement de la République démocratique du Congo de voir la MONUSCO concourir à l'imposition de la paix et équipée d'un armement adapté aux défis et enjeux du moment, face à une armée conventionnelle d'un État Membre de l'ONU, la Force de défense rwandaise, et à ses supplétifs du M23.

Au demeurant, cette demande recoupait la déclaration du Secrétaire général, M. António Guterres, à la presse internationale, plus précisément à la radio RFI et à la chaîne de télévision française France 24, reconnaissant avec beaucoup de sincérité, il faut le reconnaître, et un sens élevé des responsabilités, l'impossibilité pour la MONUSCO d'affronter le M23, en possession d'armes lourdes et plus sophistiquées que les siennes, d'une

part, et, d'autre part, proposant, lui aussi, de renforcer le mandat de la MONUSCO ainsi que ses équipements militaires pour qu'elle accomplisse ses missions statutaires de protection des populations civiles et d'appui aux Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC).

Par ailleurs, à la même occasion, en décembre dernier, j'ai renouvelé la requête du Gouvernement congolais au Conseil de condamner fermement l'agression de notre pays par le Rwanda et de sanctionner sévèrement les auteurs matériels et intellectuels des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité commis sur notre territoire national. Cependant, et nous le regrettons, dans sa résolution 2666 (2022) du 20 décembre 2022, le Conseil de sécurité n'a tenu compte ni des préoccupations et propositions du Gouvernement de la République démocratique du Congo, ni des conseils judicieux du Secrétaire général. Il a tout simplement renouvelé le mandat de la MONUSCO, sans aucun ajustement, comme si de rien n'était. À l'évidence, cette attitude figée du Conseil de sécurité, fermant les yeux sur les réalités du terrain, ne prenant pas en compte les revendications légitimes des Congolais et rechignant à requalifier le statut de la MONUSCO, n'a pas donné à la dynamique de la paix dans l'est de la République démocratique du Congo une impulsion nouvelle. Bien au contraire, comme on pouvait s'y attendre, l'hostilité de la population contre la MONUSCO au Nord-Kivu s'est accrue, plaçant malheureusement son personnel dans la psychose de l'insécurité et provoquant les incidents violents du 30 août dernier à Goma, avec la mort de 42 Congolais, après ceux de juin et juillet 2022 à Goma, Beni, Butembo et Kasindi, au cours desquels 30 Congolais et cinq Casques bleus ont perdu la vie.

Comme en témoigne le rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité en date du 2 août dernier (S/2023/574), la situation sécuritaire au Nord-Kivu n'a fait que se détériorer et la tragédie humanitaire s'est amplifiée, touchant à ce jour environ 5 millions de personnes déplacées. Selon un rapport que j'ai reçu ce matin, ce chiffre atteindrait déjà 6,2 millions. La tension dans la région n'a pas non plus baissé. Garantis de l'impunité, le Rwanda et le M23 s'entêtent à ne respecter aucun engagement pris, à ne pas appliquer le plan de paix issu des processus de Nairobi et de Luanda, à ne pas se soumettre aux recommandations de la communauté internationale et à ne pas répondre aux appels répétés du Conseil de sécurité, de l'Union africaine, des communautés régionales africaines et des partenaires bilatéraux au retrait des territoires congolais occupés.

À ce jour, le Rwanda renforce ses troupes au Nord-Kivu. Et j'informe le Conseil qu'il y a à peine deux heures, mon collègue le Vice-Premier Ministre et Ministre de la défense, vient de m'informer qu'hier, dans la matinée, un hélicoptère de l'armée rwandaise a atterri à Rumangabo, au Congo. Le M23 refuse le précantonnement au camp de Rumangabo, le désarmement et le cantonnement dans les sites aménagés dans la province du Maniema avant son retour au processus de Nairobi et l'intégration de ses membres au Programme de désarmement, de démobilisation, de relèvement communautaire et de stabilisation. Pour tout dire, le processus de règlement de la crise sécuritaire dans l'est de la République démocratique du Congo et dans la région des Grands Lacs est aujourd'hui dans l'impasse et totalement bloqué par le Rwanda et le M23.

Je crois que M^{me} Bintou Keita a informé le Conseil de la mésaventure de la Communauté d'Afrique de l'Est, des FARDC et de la MONUSCO, qui voulaient aller à Rumangabo et à Bunangana voir la possibilité de faire le précantonnement du M23 comme convenu. Ce que d'aucuns considèrent à tort comme une accalmie ou un cessez-le feu n'est en réalité qu'un simulacre de cessation des hostilités de la part du M23 et de son géniteur, le Rwanda, mieux, un enlèvement qui leur permet de consolider l'occupation de la province congolaise du Nord-Kivu par l'armée rwandaise et la tentative de partition de notre pays. Je le répète une fois de plus, à la suite de notre chef de l'État : le peuple congolais, son président, S. E. M. Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, et son gouvernement ne peuvent jamais accepter un tel martyre et une telle infamie auxquels aucune fatalité ne les prédestine ni les condamne.

C'est pourquoi, afin d'éviter de tourner en rond alors que la gravité de la situation exige célérité et efficacité dans l'action, notre gouvernement a opté pour l'accélération du retrait de la MONUSCO, décidé, il faut le rappeler, par le Conseil de sécurité depuis 5 ans, dans sa résolution 2409 (2018) du 27 mars 2018, et cela en ramenant le démarrage de ce retrait progressif, je dis bien progressif, ordonné, responsable et durable de la fin de l'année 2024 à celle de l'année 2023 en cours. Je voudrais insister sur le fait qu'on ne doit pas confondre accélération avec précipitation. Nous avons déjà décidé du retrait. Le programme de transition a déjà été adopté par le Conseil de sécurité. Ce qui est resté, ce sont les modalités de retrait. Et je ne reviens plus sur ce point ; la lettre que j'ai écrite au Conseil a bien exposé les faits. Ce réaménagement tactique, que le Gouvernement congolais propose, du retrait de la MONUSCO vise les objectifs ci-après.

Le premier objectif est de désamorcer la tension toujours croissante entre la MONUSCO et la population civile et d'éviter de reproduire les tristes expériences d'un retrait précipité, forcé et, parfois, dans la violence des troupes de l'ONU. Sur ce plan, l'ambition du Président et du Gouvernement de la République démocratique du Congo est que notre pays soit un modèle de retrait réussi et honorable des troupes de l'ONU d'un pays africain.

Le deuxième objectif est de prévenir la répétition des incidents dramatiques de Goma, de Beni, de Butembo et de Kasindi, que nous connaissons bien.

Le troisième objectif est d'assurer une sortie honorable à la MONUSCO et de préserver les acquis de son action en République démocratique du Congo. Il y a eu un travail qui a été fait par la MONUSCO, on ne peut pas nier cela.

Le quatrième objectif est de restaurer la confiance entre la population congolaise et l'ONU, de recrédibiliser l'ONU et de redorer son image ternie.

Le cinquième objectif est d'expérimenter d'autres mécanismes de partenariat avec l'ONU pour la paix, mieux élaborés et plus efficaces, sur la base des besoins réels et des priorités actuelles de la République démocratique du Congo, afin de résorber la crise sécuritaire et humanitaire dans le pays et dans la région des Grands Lacs.

À ce sujet, il est essentiel de rappeler que la priorité et l'urgence du moment pour la République démocratique du Congo en matière de sécurité sont : la fin de l'agression rwandaise et le retrait des troupes rwandaises du Nord-Kivu, l'éradication des groupes armés terroristes au Congo, dont le M23, le retour des populations déplacées à leurs domiciles, la restauration de l'autorité de l'État congolais dans les territoires occupés par le M23, l'organisation d'élections sur l'ensemble du pays, et la mise en œuvre du Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation. En un mot, la priorité des priorités, c'est la restauration de la paix et de la sécurité dans tout le pays.

C'est ici le lieu d'affirmer qu'il est temps que l'ONU, particulièrement le Conseil de sécurité, tire les leçons de ses interventions en Afrique et change de paradigme quant à ses missions de paix dans notre continent. Nous avons besoin d'une réflexion approfondie et nous ne pouvons pas faire l'économie de cette réflexion, sous quelque prétexte que ce soit. Le Conseil remarquera que pour le Gouvernement de la République démocratique du Congo, il ne s'agit pas d'une simple reconfiguration de la MONUSCO. Nous commettrions une erreur. Les

membres du Conseil commettraient une erreur en donnant l'impression que quelque part, même par malentendu, l'on voudrait aller dans une perspective d'une MONUSCO *bis*. Ce ne serait pas une erreur, mais une faute.

En vue d'atteindre les objectifs ci-dessus, le Gouvernement de la République démocratique du Congo demande avec insistance au Conseil de sécurité, d'une part, de s'inscrire dans la logique d'un retrait, que nous avons déjà décidé, mais d'un retrait accéléré, et, je l'ai dit, non précipité, de la MONUSCO, qu'il importe de démarrer, à notre avis, au plus tard, et je dis bien de démarrer, à la fin de 2023. Pour le reste, le Conseil remarquera que cette accélération est aussi préconisée par le Secrétaire général dans son dernier rapport prérappelé.

D'autre part, nous demandons au Conseil d'instruire le Secrétariat d'engager en urgence les discussions avec le Gouvernement de la République démocratique du Congo, dans le cadre du Comité conjoint, qui, je demande aux membres du Conseil de s'en rappeler, est déjà institué par la résolution 2409 (2018) dont j'ai parlé, sur les matières ci-après. Ce sont ces discussions qui ont manqué, je prends M^{me} Keita à témoin, pour que nous puissions avancer dans le processus de retrait depuis cinq ans. Je disais donc qu'il faut engager des discussions sur les matières ci-après.

Premièrement, et c'est du concret, l'élaboration par l'état-major des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et le commandement des forces armées de la MONUSCO du plan de désengagement et du chronogramme de retrait, encore une fois progressif et ordonné, des troupes onusiennes.

Deuxièmement, la définition de modalités pratiques de transfert graduel des activités assurées actuellement par la MONUSCO aux agences traditionnelles, je les qualifie de traditionnelles, fonds, et programmes de l'ONU, ainsi qu'au Gouvernement de la République démocratique du Congo.

Troisièmement, la diminution progressive des effectifs de la MONUSCO.

Quatrièmement, l'élaboration du plan opérationnel de la mise en œuvre du retrait.

Cinquièmement, la définition précise des tâches à accomplir par la MONUSCO pendant la transition, au titre de quatre jalons retenus dans le plan de transition révisé, à savoir la sécurité - qu'est-ce qu'on attend désormais de la MONUSCO en matière de sécurité ? -, la protection de la population civile - quelles sont les tâches à accomplir

pendant la transition ? -, l'accompagnement électoral - ça marche, et c'est très bien -, et ensuite, le Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation.

Ces activités que je mentionne, comme je l'ai dit dans la lettre, ce sont des activités préparatoires indispensables pour donner un contenu réel au retrait, visualiser le retrait, et surtout, prendre la mesure exacte de l'ampleur des tâches à accomplir, d'autant plus qu'au mois d'octobre qui va commencer, que je sache, au niveau de l'ONU, on va aborder les budgets, notamment, des projets, des programmes et des agences. C'est donc le moment de faire ce travail pour qu'il soit intégré dans la perspective du retrait.

Le rapport des travaux du Comité conjoint MONUSCO-République démocratique du Congo, d'après le Gouvernement congolais, sur les questions fondamentales ci-dessus devra être déposé au Gouvernement de la République et au Conseil de sécurité au plus tard à la fin du mois d'octobre prochain. Les membres du Conseil comprennent les raisons pour lesquelles nous faisons cette proposition, que je viens de leur expliquer. Il va de soi qu'étant progressif, le retrait de la MONUSCO sera évalué régulièrement et que les difficultés qui surgiront en cours d'exécution seront examinées conjointement par les deux parties, congolaise et onusienne, pour des solutions idoines. Notre gouvernement attend, en outre, du Conseil de sécurité que, lors de sa séance du mois de décembre prochain, il tire toutes les conséquences de la nouvelle approche du retrait de la MONUSCO dans la résolution qu'il adoptera sur son statut.

Pendant les échanges sincères que la délégation qui m'accompagne et moi-même avons eus depuis la semaine dernière, en bilatéral, avec les représentants des cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité, ceux des trois pays africains non-membres permanents et le Président du Conseil, ainsi que les délégués des autres États Membres de l'ONU, nous avons noté avec satisfaction que le consensus se dégage quant au fond sur le retrait accéléré et échelonné de la MONUSCO.

Cependant, deux préoccupations pertinentes sont revenues comme un leitmotiv dans les déclarations de nos interlocuteurs, comme tout à l'heure, à savoir la protection des populations civiles après le départ de la MONUSCO et la coordination des initiatives régionales pour la gestion de la crise sécuritaire en Ituri et au Nord-Kivu. Nous remercions tous nos partenaires pour l'intérêt qu'ils portent au retour de la paix et à la fin de la guerre

dans ces deux provinces, ainsi que pour leur marque de solidarité avec le peuple congolais.

Au nom du Président et du Gouvernement de la République démocratique du Congo, je voudrais assurer à tous que non seulement nos dirigeants, qui ont le devoir constitutionnel de sécuriser tous les habitants de notre pays, sont suffisamment conscients des problèmes soulevés, mais aussi que des dispositions efficaces ont été prises afin qu'avec les populations elles-mêmes, leur sécurité soit prise en charge par nos forces de défense et de sécurité, étant entendu bien sûr qu'il n'y a pas moyen plus sûr de sécuriser les populations que de mettre fin à la guerre. Il n'y a pas moyen plus sûr de garantir le respect des droits de l'homme et la stabilité des institutions congolaises, ne nous y trompons pas, que de mettre fin à la guerre. Tout le reste n'est que palliatif. En fait, à y voir de près, c'est justement la protection de la population civile qui est au cœur de la demande de retrait accéléré de la MONUSCO par les populations elles-mêmes.

Quant à la coordination des initiatives de paix régionales, il convient de rappeler que sous les auspices de l'Union africaine, le sommet conjoint des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté d'Afrique de l'Est, de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, tenu à Luanda le 27 juin 2023, a institué un sommet quadripartite des communautés régionales ci-dessus qui coordonne et harmonise leurs initiatives en République démocratique du Congo.

C'est dans ce cadre que les chefs d'état-major de leurs forces respectives et celui des FARDC se réuniront la semaine prochaine, le 4 octobre, à Addis-Abeba pour examiner toutes les initiatives en cours et convenir des actions à entreprendre pour dégager toutes les entraves au règlement du conflit armé en République démocratique du Congo. Pas plus tard qu'hier, les chefs d'État des pays membres de l'Organe de coopération en matière de politique, de défense et de sécurité de la SADC se sont réunis et ont convenu des modalités pratiques du déploiement de la force régionale de la SADC en République démocratique du Congo. Cette initiative vient de faire une avancée significative.

Quoiqu'il en soit, la République démocratique du Congo n'entend point rompre avec l'ONU ni avec les autres partenaires bilatéraux et multilatéraux désireux d'appuyer les efforts internes selon les formes convenues avec notre gouvernement. Ce serait manquer de sagacité et contraire à la vérité que de considérer, à tort, que le

retrait de la MONUSCO est une fin en soi et une panacée à l'insécurité ainsi qu'aux violences récurrentes dans l'est de la République démocratique du Congo et dans la région des Grands Lacs.

Ce retrait participe plutôt à la facilitation et aux efforts de déblocage d'un processus de paix très laborieux et fort complexe, délibérément bloqué par le Rwanda et ses supplétifs du M23, qui continuent ainsi à défier le peuple congolais et à narguer la communauté des nations. Ce pays voisin et ce groupe armé terroriste ont transformé le Nord-Kivu en une poudrière qui n'attend qu'une étincelle pour embraser de nouveau cette province martyre depuis deux décennies et demie.

Comme en témoigne l'évaluation du Secrétaire général dans son récent rapport (S/2023/691), dont nous avons parlé, la situation sécuritaire et humanitaire dans l'est demeure catastrophique. Au niveau international, ce constat du Secrétaire général interpelle sans doute au premier chef le Conseil de sécurité, organe central de l'ONU en matière de paix et de sécurité internationales. C'est pourquoi la République démocratique du Congo appelle le Conseil de sécurité à sortir de sa torpeur pour assumer ses responsabilités statutaires.

En effet, pour paraphraser le Président de la République dans l'allocution qu'il a prononcée à la soixante-dix-huitième session de l'Assemblée générale, le 20 septembre, il est inadmissible et injuste notamment que plusieurs rapports de groupes d'experts créés par l'ONU elle-même pour enquêter sur la situation sécuritaire en République démocratique du Congo, dûment déposés au Conseil, moisissent dans ses tiroirs depuis plusieurs années sans être examinés ; que des personnes citées dans ces rapports comme responsables et récidivistes de crimes graves contre l'humanité, de crimes de guerre et de violations massives des droits de l'homme au Congo restent impunies dans le silence total du Conseil, comme si, quelque part, on voulait encourager ces criminels à poursuivre leurs actes criminels. Il y a eu des massacres à Kishishe et dans d'autres localités du territoire de Rutshuru. Aucune enquête n'a été entamée. Ces dossiers sont tombés aux oubliettes.

C'est pourquoi le Gouvernement de la République démocratique du Congo a déposé, le 19 septembre courant, auprès de la présidence du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo, assurée par la République gabonaise, les noms des personnes et entités citées dans les rapports susmentionnés pour leur inscription sur la liste des sanctions du Conseil de sécurité.

Notre pays espère que cette fois-ci, le Conseil daignera s'y intéresser sérieusement et suivra les bons exemples du Gouvernement des États-Unis d'Amérique, qui a sanctionné le Rwanda pour son soutien aux terroristes du M23, et de la France, qui vient de sanctionner deux dirigeants du même groupe et des criminels des Forces démocratiques de libération du Rwanda.

Quant aux élections, je confirme les propos tenus par le Chef de l'État à la soixante-dix-huitième session de l'Assemblée générale. Elles auront bel et bien lieu dans les délais constitutionnels, le 20 décembre prochain. Elles seront, le Conseil peut en être assuré, transparentes, inclusives et libres. Toute personne qui remplit les conditions légales sera admise à y participer. Il convient d'informer le Conseil qu'à la date d'aujourd'hui, toutes les familles politiques et les indépendants ont déposé leurs dossiers de candidature auprès de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), et la Cour constitutionnelle a vidé le contentieux des candidatures. Depuis trois jours, les listes définitives des candidats aux élections provinciales, législatives nationales et communales sont en train d'être publiées.

Le dépôt des candidatures à l'élection présidentielle est en cours. En plus, nous avons invité l'ONU à envoyer une mission d'observation électorale au Congo. Le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix s'est rendu dans le pays au mois de mars et a eu un programme de travail avec la CENI. Du côté des élections, pour faire court, je crois que le Conseil doit s'apaiser.

L'Organisation des Nations Unies est avant tout l'expression d'un vouloir-vivre en commun des peuples de notre planète, fondé sur un minimum de partage des valeurs fondamentales, notamment la justice, le respect des droits humains, le respect mutuel, la solidarité et l'humanisme. Le Conseil a la lourde responsabilité de faire triompher ces valeurs et de garantir la paix dans le monde. Il a les capacités juridiques, politiques et matérielles pour contraindre toutes les parties récalcitrantes à mettre intégralement en œuvre la feuille de route issue des processus de Nairobi et de Luanda, qu'il a approuvée, et pour arrêter par conséquent l'enlèvement dangereux en cours dans la crise sécuritaire en République démocratique du Congo.

Le Conseil doit agir avant qu'il ne soit trop tard. Il est temps de dire le droit en sanctionnant l'agression avérée de la République démocratique du Congo par le Rwanda et les crimes du M23 sur le territoire congolais, ainsi que les crimes des autres groupes armés. Il est grand temps de hausser le ton en sommant sans équivoque aussi

bien le M23 de déposer les armes, d'aller en cantonnement dans les sites prévus à cet effet et de s'intégrer dans le Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation, et le Rwanda de retirer sans condition ses troupes du Congo et de cesser son soutien au M23. Quant aux Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), le Gouvernement congolais fait à la communauté internationale une proposition simple. Les membres des FDLR ne sont pas des citoyens congolais. Pourquoi le Conseil de sécurité ne peut-il pas concevoir un plan d'éradication des FDLR, à l'exécution duquel la République démocratique du Congo est prête à participer activement ? Nous tendons au Conseil cette main-là.

Pour sa part, la République démocratique du Congo n'a pas failli à ses engagements. Nous ne cesserons jamais de nous battre pour protéger l'intégrité territoriale et l'indépendance de notre pays et assurer le bien-être de notre population. C'est pourquoi, dans les plus brefs délais, nos compatriotes forcés au déplacement intérieur par la guerre, qui nous est imposée par le Rwanda et le M23, rentreront à leurs domiciles pour y exercer leur droit légitime d'élire leurs dirigeants à tous les niveaux. Ils ne peuvent plus continuer à vivre comme du bétail dans les camps de fortune des déplacés. L'autorité de l'État sera restaurée dans les territoires occupés par nos agresseurs.

Pour terminer, je réitère au Conseil la plus grande importance que notre chef de l'État et notre gouvernement attachent aux bonnes relations avec l'ONU et leur conviction profonde que c'est en étroite collaboration avec l'ONU, dans la compréhension mutuelle, l'harmonie, la sincérité et avec plus de volonté politique, qu'il sera possible de restaurer durablement la paix et la sécurité tant dans l'est de notre pays que dans l'ensemble de la région des Grands Lacs. À cet effet, je rassure le Conseil, la République démocratique du Congo reste à la disposition du Conseil de sécurité.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Rwanda.

M. Gatete (Rwanda) (*parle en anglais*) : Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général et Cheffe de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), M^{me} Bintou Keita, de son exposé, ainsi que tous les membres de leurs précieuses contributions.

Dans le sillage des mécanismes de Luanda et de Nairobi, étayés par de nombreux communiqués de divers sommets de chefs d'État, le retrait du Mouvement du

23 mars (M23) concomitant au déploiement de la force régionale de la Communauté de l'Afrique de l'Est a suscité l'optimisme quant à la possibilité de mettre enfin un terme au conflit dévastateur qui a causé d'immenses souffrances aux populations de l'est de la République démocratique du Congo. Le déploiement rapide de la force régionale de la Communauté de l'Afrique de l'Est et l'instauration relativement diligente d'un cessez-le-feu ont souligné la détermination politique à régler cette crise régionale. Néanmoins, nous devons reconnaître qu'un cessez-le-feu n'est qu'une étape dans le processus de règlement du conflit, qui dépend de la volonté de toutes les parties belligérantes de rechercher une solution pacifique. Il est impératif que la République démocratique du Congo saisisse les possibilités offertes par le cessez-le-feu et le retrait du M23 et s'attaque aux causes profondes et aux moteurs du conflit, plutôt que de faire du Rwanda un bouc émissaire alors que les échecs internes de la République démocratique du Congo persistent.

Le Rwanda demeure profondément préoccupé par la collaboration actuelle du Gouvernement congolais avec les milices génocidaires connues sous le nom de Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) et des groupes armés autochtones, et par les armes qu'il fournit à ces derniers. De nombreux membres du Conseil ont soulevé à plusieurs reprises le fait que Kinshasa collabore avec les FDLR, notamment en termes d'armement, malgré les démentis apportés l'année dernière par le Ministre des affaires étrangères de la République démocratique du Congo, qui a déclaré qu'il n'y avait pas de membres des FDLR dans son pays. Il l'a dit l'année dernière au Conseil de sécurité (voir S/PV.9215), qui a de fait imposé des sanctions à cette milice génocidaire, un groupe qui a commis un génocide au Rwanda en 1994 et qui vit en République démocratique du Congo et collabore avec le Gouvernement congolais depuis plus de 20 ans. Aujourd'hui, il ne s'agit plus seulement d'une question de collaboration. Les FDLR se battent aux côtés de l'armée de la République démocratique du Congo et bénéficient de l'appui du Gouvernement, qui leur fournit des armes. Je ne vois pas comment on peut prétendre à une quelconque légitimité face à un groupe qui a commis un génocide au Rwanda, un groupe soutenu par un autre pays, qui se retourne ensuite contre le Rwanda. Que doit faire le Rwanda dans un tel cas ?

Le comportement perturbateur de ces forces négatives, en ligue avec les Forces armées de la République démocratique du Congo, menace de raviver les hostilités et de saper toute initiative régionale positive. Le Conseil doit donc exhorter le Gouvernement congolais à s'acquitter de

ses responsabilités, à se dissocier des FDLR et à assurer le rapatriement immédiat de leurs membres, comme le prévoient les mécanismes de Luanda et de Nairobi.

Comme cela a été dit dans le passé, la prolifération des discours de haine prenant pour cible les rwandophones, ainsi que les meurtres et la confiscation des biens appartenant aux communautés parlant le kinyarwanda en République démocratique du Congo, constituent une grave menace, non seulement pour le Rwanda, mais aussi pour l'ensemble de la région des Grands Lacs. Cela dure depuis plusieurs années, en toute impunité, et le Conseil ne peut pas continuer à être un simple observateur.

Le Rwanda ne tire aucun avantage d'une République démocratique du Congo en proie à l'insécurité et souhaite réaffirmer son appui indéfectible aux mécanismes régionaux, en particulier aux processus de paix de Nairobi et de Luanda. Ceux qui cherchent à exploiter le conflit à des fins politiques personnelles sont malavisés. En outre, les actions de certaines puissances extérieures visant à contenter le Gouvernement congolais alors qu'elles poursuivent leurs propres intérêts économiques, aux dépens du Rwanda, sont contre-productives et risquent d'aggraver la situation en République démocratique du Congo. Voilà la question essentielle qui requiert l'attention du Conseil.

Enfin, le Rwanda reste profondément préoccupé par le sort des réfugiés congolais, dont la plupart ont trouvé refuge au Rwanda depuis plus de 20 ans. Nous appelons le Conseil à orienter ses efforts collectifs vers la création des conditions propices à leur rapatriement en toute sécurité.

La Présidente (*parle en anglais*) : Le Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la République démocratique du Congo a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration. Je lui donne la parole.

M. Lutundula Apala Pen'apala (République démocratique du Congo) : Je serai très bref. Je commence par le plus facile. J'observe que Monsieur l'Ambassadeur, le Représentant permanent du Rwanda, ne suit pas la situation sur le terrain concernant la question des réfugiés du Rwanda et des réfugiés congolais au Rwanda. On peut appeler le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés maintenant et il confirmera qu'au mois de mai, nous avons tenu une réunion avec la délégation rwandaise – la congolaise était dirigée par moi-même –, et nous avons repris les discussions sur la question des réfugiés. Cela s'est d'ailleurs fait à la demande du Président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. Il y a un communiqué, que Monsieur l'Ambassadeur peut consulter sur le site du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

Deuxièmement, parce que Monsieur l'Ambassadeur n'en est pas informé, il y a deux semaines, la réunion a continué à Nairobi, comme convenu à Genève. La réunion a bien eu lieu et tout le monde s'était mis d'accord pour se retrouver à Goma, la semaine passée, pour poursuivre les discussions, notamment concernant la question de l'identification. La délégation rwandaise a refusé de venir. Je ne sais pas si Monsieur l'Ambassadeur peut démentir. On est bloqué. J'avais demandé au représentant du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, que j'ai rencontré la semaine dernière ici, qu'on puisse proposer un compromis : ou bien on rentre à Nairobi, ou bien on va à Addis-Abeba. L'Ambassadeur n'a pas cette information.

Concernant les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), je crois qu'il faut respecter le Conseil de sécurité, il faut respecter l'ONU. Cette chanson est démodée. Elle n'a aucune importance. Ce que le Rwanda dit, c'est « je suis en République démocratique du Congo parce qu'il y a les FDLR ». Mais il n'y a aucun texte du droit international ni de la Charte des Nations Unies qui oblige un pays à se comporter de cette manière-là.

Je rappelle à l'Ambassadeur rwandais et à la mémoire du Conseil que, dans le cadre du processus de Nairobi, depuis l'année dernière, tous les chefs d'État, y compris S. E. M. le Président de la République du Rwanda, ont convenu que chaque chef d'État ou chef de gouvernement qui a des groupes armés en République démocratique du Congo doit entamer des discussions avec ces groupes armés pour qu'ils rentrent dans leur pays d'origine. Et s'il y a refus, à ce moment-là, la force de la Communauté d'Afrique de l'Est utilise des moyens coercitifs pour que le groupe en question rentre dans son pays. C'est ce qu'on

appelle le processus de Nairobi. Nous, nous avons été en discussion avec nos compatriotes, même le Mouvement du 23 mars, dont les représentants étaient présents à la réunion. Mais à l'instigation du Rwanda, ils n'ont plus voulu continuer. Est-ce qu'à la date d'aujourd'hui, et je voudrais que l'Ambassadeur me réponde, cette recommandation du processus de Nairobi a été exécutée par le Gouvernement rwandais ? Rien. On nous rétorque toujours « génocide, génocide » mais nous ne connaissons pas, comme je l'ai dit la fois dernière, d'affaire de génocide.

Nous nous en tenons à la proposition que nous faisons, nous, République démocratique du Congo – et je voudrais que le Conseil l'examine, peut-être à un autre moment – qu'un dispositif, un mécanisme soit mis en place, soit par l'Union africaine, soit par la Communauté d'Afrique de l'Est, soit par le Conseil de sécurité pour qu'on puisse aller sur le terrain déloger ces fameuses FDLR. Nous attendons la suite. Donc, qu'on ne revienne pas là-dessus. Ce n'est pas ça qui justifie l'atterrissage, hier, d'un hélicoptère de l'armée rwandaise, avec des militaires dedans, sur le territoire congolais. Je crois que Monsieur l'Ambassadeur n'est pas informé. Il faut toujours chercher l'information, la vraie, pour être constructif dans un débat de haut niveau, comme celui-ci.

La Présidente (*parle en anglais*) : Il n'y a pas d'autre orateur ou oratrice inscrit sur ma liste.

J'invite à présent les membres du Conseil à poursuivre le débat sur la question dans le cadre de consultations.

La séance est levée à 12 h 35.